

L'Orient-Le Siècle

mercredi 8 mai 2024

QUOTIDIEN LIBANAIS INDÉPENDANT

www.lorientlejour.com



100 ans de mots

L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de



ÉDITO

100 ans de mots

Plonger dans les mots de notre passé tout en écrivant ceux d'aujourd'hui. Depuis le début de cette année du centenaire de *L'Orient-Le Jour*, nous voilà dans une sorte de position « grand écart » pas toujours évidente à tenir, mais fondamentalement fascinante, tant cette plongée nous rappelle, chaque jour, à quel point les mots ont un pouvoir extraordinaire : ils racontent non seulement le Liban et le monde, mais aussi, entre les lignes, une époque, ainsi que l'histoire de notre rédaction et son évolution, reflet de celle de la société.

« Ce soir à New York, se disputera le championnat mondial de boxe. Le Noir Joe Louis pourra-t-il mettre knock-out l'Allemand Max Schmelling ? » pouvait-on lire en une de l'édition du 19 juin 1936 de *L'Orient*. Une époque – l'« Américain » Joe Louis est le « Noir » Joe Louis – et l'histoire – un match symbolique entre démocratie et nazisme en pleine montée en puissance d'Hitler.

Notre journal est un être vivant. Depuis sa naissance, il n'a cessé de grandir et de muer, dans ses sensibilités et pratiques, avec chaque nouvelle génération. Ces dernières années, par exemple, le mot féminicide est venu remplacer des termes tels que crime d'honneur ou crime passionnel, symboles d'autres temps.

Le monde change, les générations passent, nos mots évoluent. Mais les hommes et les femmes qui font ce journal depuis 100 ans sont liés par un précieux héritage : un engagement pour la liberté d'écrire les mots, pour la liberté d'expression, inscrit dans notre charte éditoriale. Voilà le fil rouge qui relie 100 ans de mots.

La défense de cette liberté d'expression et de son pendant, la liberté de la presse, n'est pas une tâche aisée. En 1949, le fondateur de *L'Orient* Georges Naccache avait été condamné à six mois de prison, commués en trois, pour « délit d'opinion ». En

cause, son célèbre éditorial : « Deux négations ne font pas une nation ». D'autres journalistes et intellectuels ont payé bien plus cher encore l'usage de leur liberté d'expression : Samir Kassir, Gebran Tuéni, Lokman Slim, pour ne citer qu'eux...

Ces derniers mois, une nouvelle offensive sanglante vise ceux qui s'emploient à raconter, à témoigner. L'on pense à Issam Abdallah, journaliste à Reuters, tué par un tir de char israélien le 13 octobre dernier au Liban-Sud, avant Farah Omar et Rabih Maamari, journaliste et caméraman pour al-Mayadeen tués le 21 novembre dans des circonstances similaires. L'on pense aussi aux 97 journalistes et travailleurs des médias tués, selon le Comité pour la protection des journalistes, dans les territoires palestiniens entre le 7 octobre et le 21 avril. « Jamais auparavant un tel nombre de journalistes n'avaient été tués en si peu de temps », relève le comité.

Dans ce conflit, nous savons que les mots sont, plus que jamais, une arme. Nous avons été l'un des rares médias arabes à écrire que l'attaque du Hamas, le 7 octobre, était un massacre injustifiable. Nous sommes un des rares médias francophones, aujourd'hui, à assurer depuis le Moyen-Orient une couverture en continu et en profondeur de la guerre barbare livrée en représailles par Israël.

Étant donné le rythme effréné des évolutions technologiques, la fragmentation accélérée des plateformes de diffusion d'une information plus ou moins professionnelle, la montée en puissance de l'intelligence artificielle et de la réalité virtuelle, il est difficile de dire à quoi ressembleront les médias de demain. Mais il est une chose sur laquelle cette rédaction pourrait s'engager du haut de ses 100 ans : elle s'emploiera du mieux qu'elle peut à mettre les mots au service de la nuance, de l'engagement, du débat, du témoignage, de l'explication. De l'information, en somme.

COMMENTAIRE

« Pourriez pas parler français comme tout le monde ? »...

Élie FAYAD

« Non, non ! Je vais vous le dire dans mon arabe le plus classique et le plus pur », lance Pierre Gemayel, avant d'enchaîner, en français : « C'est impossible ! » Cette réplique célèbre du fondateur du parti Kataëb, livrée en direct à la télévision dans les années soixante-dix, et qui fit rire beaucoup de téléspectateurs, raconte bien l'étrange relation historique entre le Liban et la langue de Molière. Pourquoi étrange ? Parce qu'en révélant l'intimité profonde du lien entretenu par une partie des Libanais avec le français, au point parfois de les amener à presque le confondre avec l'arabe, cette boutade secoue la frontière traditionnelle entre langue maternelle et langue étrangère et dévoile les contours de l'ambivalence que revêt souvent la libanité.

Cette ambivalence, *L'Orient-Le Jour* et ses lecteurs l'ont incarnée fièrement cent ans durant. Ils veulent encore l'incarner. Parce que, comme cela a été dit et redit, parler français, écrire, lire, chanter, penser, correspondre, sentir, respirer et aimer en français... tout cela fait partie de la libanité, en est l'une des facettes. Perdre le français, c'est donc en quelque sorte perdre un certain Liban, en tout cas ce qui a historiquement constitué sa singularité, pour rejoindre le TGV en marche vers l'uniformisation générale. Mais le combat que doivent mener aujourd'hui les francophones libanais, notre combat ici-même à *L'Orient-Le Jour*, ne se résume pas à la défense d'une langue considérée un peu partout comme étant sur le déclin, dans une démarche qui serait essentiellement empreinte de passéisme et de nostalgie. Il s'agit plutôt d'une mission dans laquelle on s'attelle à préserver cette part importante de l'identité libanaise, parce qu'elle a été et est encore, pour un nombre non négligeable de Libanais, synonyme d'ouverture, d'épanouissement, de raffinement, de déploiement de talent, de richesse, de capacité d'adaptation et d'intégration, de carrières fécondes, d'aptitude à embrasser le monde...

Trop élitiste, le français au Liban ? Inégalitaire par l'espace social qu'il couvre ? Oui, sans doute. Mais mis à



Charles de Gaulle, chef des Forces françaises libres, s'entretient avec le président libanais Alfred Naccache à Beyrouth, le 10 juin 1941. Photo d'archives AFP

part un nivellement par le bas, on ne voit pas quelle en serait l'alternative, si ce n'est que partielle.

La vraie originalité du Liban ne réside pas tant dans sa diversité religieuse. Celle-ci est certes un atout qui favorise le pluralisme de la société libanaise, et donc de l'État ; il n'est guère difficile de constater ce fait, surtout lorsqu'on compare la vie au pays du Cèdre à ce qui existe chez nombre de ses voisins arabes. Mais au final, cette diversité reste statique par nature, en ce qu'elle prédétermine tout souvent les comportements des diverses composantes de la société et surtout leurs désaccords. La vraie spécificité du Liban a longtemps résidé plutôt dans la présence de vecteurs plus dynamiques, comme par exemple la qualité de l'enseignement. Cette tradition de haut niveau a permis justement à beaucoup de Libanais de toutes confessions de dépasser cette prédétermination, de devenir des « citoyens du monde » tout en continuant à chérir leur patrie. Or c'est principalement à la tradition francophone (les fameuses missions) que le Liban doit le développement en son sein d'un enseignement libéral, ouvert, centré sur les langues étrangères, et dont le niveau n'a jusqu'à nos jours pas d'équivalent dans l'ensemble de la région. La vague fiévreuse de nationalisme arabe des années cinquante

à soixante-dix a eu raison de cet enseignement dans certains pays arabes voisins, comme la Syrie et l'Égypte, faisant fuir les élites bourgeoises francophones de ces pays, dont une grande partie s'est réfugiée au Liban.

En dépit de la guerre civile (1975-1990), qui aurait pu être catastrophique pour le niveau de l'enseignement, le pays du Cèdre est parvenu non seulement à limiter la casse, mais à se permettre un rebond dès que les armes se sont tuées. Ainsi, dans les années quatre-vingt-dix, sous l'impulsion de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri et d'un ministre particulièrement avisé, Michel Eddé, ancien PDG de *L'Orient-Le Jour*, le gouvernement libanais a rétabli la fameuse « équivalence » du bac, une mesure qui allait permettre à des milliers d'écoliers qui avaient commencé leur parcours scolaire à l'étranger durant les dernières années de la guerre de réintégrer les établissements libanais et d'y poursuivre leur scolarité en étant dispensés du baccalauréat libanais... ou même de l'arabe tout court. Pour toute une génération et pour les établissements scolaires concernés, cette décision sera du pain béni, dans la mesure où le niveau des études parviendra à se maintenir vaillamment dans ces écoles, à l'heure où tout le reste à peu près se délitait dans le pays.

C'est d'ailleurs grâce à cette résistance de l'enseignement que la crise financière de 2019 n'achèvera pas le Liban. Combien sont-ils, ces jeunes et moins jeunes Libanais à avoir pu échapper à la malédiction du pays du Cèdre et trouver des postes à l'étranger à la mesure de leurs talents ? Combien de milliards de dollars contribuent-ils depuis lors à rapatrier chaque année, faisant ainsi vivre des centaines de milliers de familles qui, autrement, seraient aujourd'hui sinistrées ? On se plaint de l'émigration des jeunes ? C'est regrettable, bien sûr, mais d'un autre côté, on devrait s'en réjouir, parce que sans elle, il ne resterait rien du Liban, rien à part le Hezbollah et les trafics en tous genres...

Aujourd'hui, le français reste la langue de base de l'enseignement dans une bonne moitié des écoles libanaises, publiques et privées, l'anglais dans l'autre. Cela signifie en pratique qu'une moitié des écoliers libanais seront trilingues et l'autre moitié seulement bilingues. C'est dommage ! Un grand nombre de parents francophones qui décident d'envoyer leurs enfants dans des écoles anglophones dès leur plus jeune âge, sous prétexte de leur faciliter plus tard la transition vers l'enseignement supérieur, n'ont toujours pas remarqué que les élèves issus des bonnes écoles francophones au Liban n'ont aucun mal à s'intégrer dans les universités anglophones et que, bien entendu, le contraire n'est pas vrai. Alors pourquoi cet appauvrissement programmé ? Par un phénomène de mode, voilà tout...

Que l'anglais se développe au Liban et ailleurs, ce n'est certainement pas un problème, bien au contraire. Une des caractéristiques de la francophonie d'aujourd'hui, de Beyrouth à Montréal, c'est justement l'ouverture, l'absence d'exclusivité. Il y a de la place pour tout et tout le monde. Ce qui en revanche ne devrait pas y avoir de place, c'est l'uniformisation culturelle, le prêt-à-consommer, l'appauvrissement de ce qu'on appelait jadis les humanités. Et, pour les Libanais, la perte d'une certaine idée du Liban...

La culture utilitaire plébiscite l'anglais ? Aucun problème... Raison de plus pour parler français !

POINT DE VUE

Arabe, français, anglais : petite histoire de la « novlangue » libanaise

Fifi ABOU DIB

Après avoir été un pays à dominance francophone, le français ayant même longtemps été sa deuxième langue officielle, le Liban assiste, ces dernières années, à une avancée de l'anglais américain dont l'usage était plus cloisonné et qui tend à devenir la *lingua franca* de notre époque. L'arabe est solidement là, bien sûr, langue nationale, racine commune et complexe que chaque région pétrit et moule à sa manière – les accents révélant les origines –, tout en y ajoutant des mots étrangement oubliés là par des conquérants, des commerçants, des colonisateurs, des religieux ou des émigrés. S'y mêlent aussi, comme partout, des noms de marques entrés dans le langage sous forme d'antonomase et transformés en verbes, dont l'un des plus célèbres est « hawvir » pour passer l'aspirateur, cet engin de nettoyage ayant été popularisé au Liban par la marque Hoover. L'usage décomplexé que nous faisons du français a lui aussi conduit à des expressions où les deux langues se mélangent de manière confondante. Notre « baad chouay », qui signifie « dans un petit moment », se traduit littéralement par « encore un peu ». Il n'est pas rare qu'un Libanais réponde, par exemple, à une personne qui propose de le resservir, « encore un peu », en français dans le texte. Alors qu'il ne veut ni manger ni boire davantage, il voit à contrecoeur son assiette et son verre se remplir malgré lui.

Il y a peu de pays au monde où l'on vous salue en trois langues, et le très libanais « Hi, kifak, ça va ? » est devenu la caricature de la novlangue libanaise. En bons Méditerranéens, nous parlons aussi avec les mains, ce qui constitue une quatrième langue courante jamais en panne de vocabulaire, surtout quand tous les doigts forment un bouquet menaçant pour dire « tu vas voir ce que tu vas voir ». À ne pas confondre avec le bouquet de trois doigts qui, lui, appelle au calme et

à la patience. Quant au doigt unique, l'index levé, il incarne à lui seul cent mille combattants et cent cinquante mille obus.

Frotto, bagno et « fawatir »

La situation géographique du Liban, porte de l'Asie en venant de la mer, en fait un lieu de pénétration idéal vers le continent. Les Libanais sont par tempérament un peuple ouvert, curieux de l'étranger, habitué à la diversité, perméable à la nouveauté, aspirant à l'excellence en quoi il voit sa planche de salut pour se débrouiller à l'étranger, sa terre étroite le poussant indéfiniment au départ. Il est également très religieux, par sa culture autant que par son sens communautaire. D'où l'attraction que le Liban exerce très tôt sur les missions éducatives étrangères, majoritairement religieuses, qui y sont volontiers accueillies dès le début du XVIIIe siècle. Une bizarrerie vint que malgré quatre cents ans de domination ottomane, très peu de mots turcs soient restés dans le parler courant. Une partie de la génération du début du XXe siècle parlait couramment le turc, mais la plupart se contentaient de maintenir leur arabe d'une poignée de mots turcs qui nous sont restés, notamment relatifs à des lieux ou à des administrations tenues par la Sublime Porte. « Sérail » en fait partie, et longtemps on a dit « astakhana » (lieu de l'homme malade) pour désigner un hôpital. L'italien, en revanche, grâce à l'implantation des pères capucins et aux écoles italophones qu'ils ont créées notamment au nord du Liban, mais aussi à la faveur du commerce maritime avec les ports italiens et la fréquentation des équipages, a laissé des mots liés à l'art de vivre comme « frotto » pour désigner le dessert ou « bagno » pour la salle de bains. Certes, devenus désuets, ces termes furent des mots « arabes » à une certaine époque. De l'italien, il nous reste surtout « fattura » pour « facture », un mot qui n'a presque pas d'équivalent dans l'arabe libanais et qui est adopté lui aussi comme un



Le palais Geday brossé par Louis Lottier, un des grands orientalistes.

Credit photo: Collection Philippe Jabra

mot arabe, avec le luxe d'un pluriel : « fawatir ».

Parmi ces langues rares du parler libanais, peu le savent, mais on compte aussi le russe. En effet, à l'aube du XXe siècle, il a plu à Nicolas II d'exprimer sa bienveillance envers les chrétiens orthodoxes de la région, construisant dans les villages défavorisés du Liban profond de petites écoles qui enseignaient le russe sans jamais bannir la pratique de l'arabe. Le but de la Grande Russie était sans doute aussi de contrer les Ottomans dans leurs provinces et protéger les jeunes chrétiens des abus de leur fragile empire. Si le russe n'a pas vraiment laissé de mots, il a laissé une culture à laquelle la Renaissance de la littérature arabe doit beaucoup. Mikhaïl Naïm, qui a fait partie de cette génération de pupilles du tsar, n'a pu libérer la poésie arabe de ses codes que grâce à la fréquentation des grands auteurs russes. Longtemps, les familles chrétiennes orthodoxes du Liban, notamment à Bhamdoun, ont suspendu dans leur salons des portraits du tsar et de la tsarine auxquels ils vouaient respect et affection.

Quakers et rock'n'roll

Pour ce qui est de l'anglais, son implantation a commencé histori-

quement avec la création de l'Université américaine de Beyrouth par des missionnaires protestants syriens, en 1866. Dix ans plus tard, des écoles protestantes et évangéliques ont commencé à voir le jour dans les régions où les catholiques, plus favorables aux missions françaises, étaient moins présents. Cependant, le hasard a voulu qu'entre 1869 et 1874, un éducateur du nom d'Elijah G. Saleeby ouvre à Broummana, alors un village de montagne isolé, à trois heures de cheval de Beyrouth, une école qu'il baptise Darlington Station parce qu'elle est financée par des souscriptions de quakers de la Société religieuse des Friends de Darlington, en Angleterre. L'éducation, dans cet établissement devenu la Broummana High School, est basée sur les principes de la Société des Friends, qui mettent l'accent sur la non-violence, l'égalité – y compris des genres – et l'esprit de service. La croyance fondamentale des quakers, selon laquelle il y a quelque chose de Dieu dans chaque individu, obligeait l'école à préparer ses élèves intellectuellement et techniquement pour être de bons serveurs de leur communauté. Les missions anglo-saxonnes, tout comme les russes, préservent et en-

couragent la pratique de l'arabe parallèlement à l'anglais et offrent une éducation réputée moins contraignante et puritaine que celle des missions françaises. Ce clivage culturel entre libéralisme et autoritarisme a engendré des bagarres homériques entre les étudiants de l'Université Saint-Joseph des pères jésuites et ceux de l'Université américaine. On raconte que lors d'une rencontre amicale entre les deux établissements, à la fin des années 1950, alors que les jeunes couples dansaient un rock endiablé, le DJ avait donné le signal du changement de partenaires. Les étudiants de l'USJ refusant alors de céder leurs compagnes du moment à leurs collègues de l'AUB, la soirée avait fini par une empoignade en règle. Aujourd'hui encore, les transfuges des écoles francophones qui se retrouvent à l'AUB sont considérés avec une certaine méfiance par la communauté anglophone pour qui le français, langue complexe, cache une appartenance élitiste et « impérialiste », pour le moins antiarabe.

C'est la francophonie des Libanais qui a attiré le mandat

Enfin, que serait *L'Orient-Le Jour* sans les établissements scolaires francophones ? Collège des pères Lazaristes de Antoura : 1834. Collège de la congrégation des sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie : 1861. Collège Notre-Dame de Nazareth : 1873. Collège des pères jésuites : 1875. Collège des frères du Sacré-Cœur : 1894. Mission laïque française : 1910. Bien d'autres encore. Les écoles francophones sont profondément ancrées dans le tissu social libanais. Plus d'une centaine de collèges privés (l'enseignement public étant malheureusement délabré) enseignent aujourd'hui le français à travers tout le Liban, sans compter les universités. Ce vivier de lecteurs et de futurs lecteurs, développé bien avant le mandat français, continue à perpétuer au Liban

l'usage de la langue de Molière et à véhiculer les valeurs des Lumières. Si la pratique du français est entachée de préjugés, c'est que sous le mandat, précisément, certaines écoles francophones pratiquaient la sanction du « témoin » pour obliger leurs élèves à parler le français. Chaque écolier surpris parlant l'arabe faisait l'objet d'une délation et devait porter le bâton dont un malheureux prédécesseur avait écopé, et subir la punition qui y était couplée. Beaucoup croient que c'est le mandat qui a introduit le français au Liban. En vérité, c'est la francophonie des Libanais, notamment des maronites, qui a attiré vers eux dès le XIIIe siècle la protection de la France en qui ils ont longtemps vu leur « tendre mère ».

La guerre a érodé la domination du français, une grande partie de Libanais francophones ayant quitté le Liban durant la guerre ou les guerres, pour la France ou le Canada, et dans une moindre proportion certains pays d'Afrique. Ce sont eux qui forment aujourd'hui, grâce à la Toile, le gros de la communauté de ce journal. L'anglais, langue des affaires, des technologies et des médias sociaux, semble aujourd'hui dominer le paysage linguistique libanais, favorisé par la culture populaire. L'arabe continue évidemment à caracoler en tête du parler libanais, à l'aise côté cour et côté rue.

Dans quelle langue inviteriez-vous à un mariage ou une réception ? Dans quelle langue donneriez-vous une conférence ? Se tromper de langue, au Liban, c'est se tromper de public. À ce titre, l'anglais est devenu l'option la plus sûre, la plus fédératrice. Mais au final, quel privilège rare de pouvoir partir dans la vie avec trois langues dans sa poche, prêt à entrer en commerce avec autrui, au sens le plus large, celui de l'interaction humaine, des échanges d'idées et de connaissances.



L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de



Investment & Capital Bank



GRAND ANGLE

D'Alger à Versailles, l'histoire très politique de la francophonie

La francophonie, pour qui ? Pour quoi ? Derrière le discours convenu des institutions, une majorité de « francophones » ne se posent pas la question. Rien à son sujet n'est pourtant simple – à commencer par sa définition.

Stéphanie KHOURI

Versailles, juin 1986. L'hémicycle de la salle des Congrès du château de Louis XIV s'est mise à l'heure républicaine. Pour ce premier sommet francophone, le président français reçoit les chefs d'État d'une quarantaine de pays. La plupart sont issus des grandes vagues d'indépendance des années 1940 à 1960. Mais c'est d'égal à égal qu'ils se congratulent aujourd'hui, proclamant en chœur leur attachement à un « patrimoine commun ». François Mitterrand claironne le « commencement d'une œuvre durable qui s'inscrit dans les temps qui viennent ». La francophonie, celle des logos arc-en-ciel, des rencontres au sommet et des cadres stratégiques, est née. La grand-messe de ce « Commonwealth à la française » aura désormais lieu à intervalles réguliers. À Kinshasa, Beyrouth, Tunis, Dakar ou Hanoi, les rituels se ressemblent. « Ouverture », « progrès », « communauté » y seront les maîtres mots pour les décennies à venir.

Mais la francophonie, pour qui ? Pour quoi ? Derrière le discours convenu des institutions, une majorité de « francophones » ne se posent pas la question. Le champ universitaire s'y intéresse peu – ou seulement d'un point de vue littéraire ou linguistique. À l'exception des campus nord-américains, les études sur le sujet sont le parent pauvre des sciences politiques. Pourtant, la francophonie soulève les passions. Les opinions et les jugements qui y sont associés sont souvent exaltés, parfois radicaux. « D'un côté comme de l'autre, elle produit quantité de discours idéologiques », explique Cécile Vigouroux, professeure de sociolinguistique à l'Université Simon Fraser (Canada). Certains y voient le dernier stade d'un impérialisme à la française. D'autres y projettent une identité-refuge, l'entendent comme un outil de résistance face à la « mondialisation ». Elle divise, mais pour beaucoup, elle est aussi un état de fait. Une vérité absolue, bonne ou mauvaise, qu'on n'interroge plus.

Onésime Reclus

Rien dans la francophonie n'est pourtant simple – à commencer par sa définition. Le phénomène est traditionnellement associé à un fait brut de démographie : la francophonie en tant que « parler français » à travers le monde. C'est comme ça que l'entend Onésime Reclus, géographe français qui forge le mot « francophone » en 1880 afin de désigner les habitants de la planète qui pratiquent la langue de Molière. L'expression appartient donc a priori au champ technique de la géolinguistique.

Mais cette acception colle mal à la réalité. « Dans l'espace dit francophone, le français concerne une minorité d'individus », note Cécile Vigouroux. La langue n'est même pas toujours nécessaire pour se dire « francophone ». « En Afrique du Sud, certains migrants originaires d'Afrique subsaharienne se réclament de la francophonie sans parler français – ce qu'ils revendiquent, c'est le fait d'appartenir à un ancien pays colonisé par les Belges ou les Français ; une manière de dire : je ne suis pas comme les Noirs sud-africains », poursuit la chercheuse. Sur le plan des institutions, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) comprend des États non francophones, comme la Roumanie ou l'Égypte ; tandis que l'Algérie, présentée comme le troisième pays francophone au monde, n'est pas membre. Dans les forums internationaux comme dans les rues de Pretoria, l'enjeu dépasse la compétence linguistique : il est politique.

Un constat a priori ordinaire. De l'espagnol à l'italien, en passant par l'hébreu ou l'arabe, les langues servent fréquemment de catalyseurs, d'outils ou de prétextes aux politiques publiques. En contribuant à l'unification du royaume de France puis à l'expansion de sa zone d'influence « extra muros », le français ne fait pas exception. Mais la francophonie va plus loin en créant une communauté d'appartenance supranationale dotée d'institutions. « Cette idée incroyable que parce qu'on parle



Léopold Sédar Senghor, poète, ancien président du Sénégal, lors de son discours de réception à l'Académie française, le 29 mars 1984, à Paris.

la même langue, on a quelque chose à faire ensemble », souligne Cécile Vigouroux. Sans exagérer son poids et son importance sur la scène internationale, le « critère francophone » devient une variable du jeu géopolitique, sa rhétorique, un instrument diplomatique. « Il existe bien des religions qui accordent à la langue une place sacrée... Mais je ne vois aucune autre qui s'attribue de telles prétentions », note Margaret A. Majumdar, professeure à l'Université de Portsmouth. Comment en est-on arrivé là ?

L'idée-lumière

Si la francophonie est un produit dérivé de la colonisation, son ADN politique précède largement l'impérialisme des XIXe et XXe siècles. Il s'inscrit dans la longue histoire de la langue française. Au Moyen Âge, les premières vagues de conquêtes établissent une donnée qui préfigure la suite : contrairement aux langues régionales, telles que l'occitan ou le normand, le français a vocation à être « exporté ». De l'Angleterre à la Sicile, en passant par Naples, il sera utilisé dans l'administration et les cours de justice dès le Xe siècle – remplaçant de manière croissante le latin. Entre le XIe et le XVIe siècle, le français pénètre également des territoires outre-mer, dans le sillage des croisades, des congrégations de missionnaires, des échanges commerciaux puis des premières colonies. Au milieu du XVIIe siècle, le

français dispose d'une assise dans trois grandes aires géographiques : en Amérique du Nord ; dans les Caraïbes ; et sur les îles de l'Océan Indien (La Réunion et Madagascar). S'il est une réalité déjà mondiale, le français n'est pas tout à fait au sommet de sa gloire.

Le XVIIIe siècle sera une période charnière. La pensée des Lumières puis la Révolution de 1789 confèrent au français une tout autre dimension : véhicule de valeurs égalitaires et humanistes, il devient une langue-message voyageant aux quatre coins du globe. « Une association émerge entre la langue et les notions de sophistication, de mode, de gastronomie, de littérature et d'arts », créant un statut « quasi mythifié du français comme une langue d'élégance et de prestige », note Mounia Benalil, chercheuse collaboratrice à l'Observatoire de la francophonie économique (OPÉ).

Les représentations entourant la langue française deviennent puissantes au point de remuer les esprits à des milliers de kilomètres de son lieu de naissance. La France est « le centre névralgique de l'histoire européenne, envoyant à intervalles réguliers des décharges électriques galvanisant le monde entier », écrit Karl Marx en 1843. Quelques années plus tôt, la « rébellion des patriotes », au Canada, vise à reconquérir le pouvoir après la défaite de 1760 face aux Anglais. « Une résistance qui se nourrit du discours de

la Révolution française », souligne Jean-Philippe Thérien, professeur de sciences politiques à l'Université de Montréal. Elle n'en a pas encore le nom, mais l'idée de la francophonie est née. La rencontre de l'« universalisme » des Lumières et d'un « exceptionalisme » à la française deviendra sa signature pour les siècles à venir.

Le projet colonial

L'idée prendra vie à travers les différentes politiques mises en place par l'État français ou des congrégations privées. Dans les colonies de peuplement, comme au Canada ou en Algérie, le transfert de populations originaires de la métropole assure, sinon une majorité francophone, du moins une présence significative. Dans les colonies d'exploitation en revanche, tout est à faire. En Afrique subsaharienne, en Asie, en Océanie, dans les Indes françaises, une petite élite francophone émerge grâce aux établissements scolaires et, dans une moindre mesure, aux institutions, comme l'armée coloniale. Mais la francophonie reste un fait minoritaire : malgré la propagande officielle qui valorisera le rôle de la colonisation dans la généralisation de l'enseignement « d'un bout à l'autre de l'empire », l'objectif n'est pas d'éduquer les masses. « L'autorité coloniale investit peu dans l'école : aucun besoin, pour l'exploitation du territoire, que tout le monde parle français. Il s'agissait de former des auxiliaires coloniaux relégués en bas de l'échelle qui faisaient fonction d'interface avec le reste de la population », ex-

plique Cécile Vigouroux.

Si la francophonie héritée de la période coloniale a mauvaise presse jusqu'à nos jours, c'est surtout en raison de son rapport aux autres langues. Dans de rares contextes, comme au Maroc, l'instrumentalisation par la France de certaines langues minoritaires a permis la préservation et la revalorisation de ces dernières. « Les chercheurs français étudiaient les habitudes berbères – leurs structures sociales, le droit coutumier, la poésie... C'était, dans le contexte colonial, une manière de découvrir l'autre. Une partie de la production littéraire et artistique amazighe a ainsi été préservée », explique Ali Alalou, linguiste et professeur à l'Université du Delaware, pour qui le bagage hérité de la colonisation a permis de mener jusqu'à aujourd'hui des études sur le sujet. Mais dans la majorité des cas, la diffusion du français se fait au détriment des langues locales, marginalisées et aliénées au sein des systèmes éducatifs. Au Liban, certains se souviennent des « relais » des cours de récréation – ces politiques de délation mises en place à l'école afin de dénoncer celui qui parle arabe.

Les velléités dominatrices, voire hégémoniques, du français durant cette période marquent les esprits pour les générations à venir. Elles nourrissent des rancunes, souvent légitimes, contribuant à l'électrisation des esprits. « La francophonie est malheureusement encore perçue comme la continuation de la politique étrangère de la France dans ses anciennes colonies », résumait, dans une lettre ouverte au président Macron, l'écrivain congolais Alain Mabanckou. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. La géographie de la francophonie ne se limite pas aux anciennes colonies. Son identité n'est non plus. Elle continue d'évoluer sous l'influence de voix nouvelles en provenance d'anciennes colonies, tentant de se réinventer en s'affranchissant des dogmes d'origine.

La renaissance

Les XIXe et XXe siècles permettent l'émergence d'une nouvelle réalité – le « parler français » s'impose comme un sous-produit du projet colonial. L'Alliance française est créée en 1883 afin de propager « la langue française dans les colonies et à l'étranger ». Mais personne ou presque ne parle de « francophonie ». Le mot disparaît des usages pendant près d'un siècle, certains lui préférant le terme de « francité ». Après cette longue parenthèse, la francophonie « moderne » resurgit un jour de novembre 1962 dans les colonnes de la revue *Esprit*. Sous la plume de Léopold Sédar Senghor, intellectuel sénégalais, ancien tirailleur de l'armée coloniale, un article intitulé « Le français, langue de culture » offre une seconde vie à la pensée francophone. « Dans les décombres du colonialisme, nous avons trouvé cet outil merveilleux, la langue française », écrit Senghor. Mais derrière un vernis culturel, la renaissance du mouvement est d'essence politique. « Une affaire qui concerne, d'abord, les gouvernements des États », insiste Senghor. En pleine effervescence décoloniale, des intellectuels engagés issus des anciennes colonies – Senghor, mais aussi le Tunisien Habib Bourguiba ou le Nigérien Hamani Diori – se réapproprient la langue et son idéologie pour la mettre au service d'un nouveau projet. « Dans un contexte de grande incertitude, la langue est un prétexte pour entretenir des relations afin d'éviter l'isolement des futurs pays indépendants sur la scène internationale », explique Cécile Vigouroux.

Ce nouveau départ marque aussi l'entrée dans une ère plus formelle. Tandis que le terme de « francophonie » se généralise, des institutions, d'abord associatives puis gouvernementales, sont créées, à l'instar de l'Agence universitaire de la francophonie (1961), du Haut Comité pour la langue française (1965) ou de l'Organisation internationale pour la francophonie (1970). En s'offrant une seconde jeunesse, la fran-

cophonie s'insère dans l'ordre géopolitique de l'après-Seconde Guerre mondiale. Chaque pays y projette et y trouve un sens propre. Dans le contexte de la guerre froide, la francophonie offre la possibilité, pour des pays comme le Vietnam ou la Roumanie, d'échapper à l'ordre bipolaire alors de rigueur. Au Canada, la « révolution tranquille » des années 1960 accompagne le renouvellement de l'identité québécoise. « L'idée était de se réapproprier notre destinée : la francophonie est devenue un canal fournissant de l'oxygène au milieu d'un océan anglophone », livre Jean-Philippe Thérien.

À Paris, des réserves sont émises vis-à-vis de cette aventure multilatérale. Les déboires de la guerre d'Algérie puis l'échec d'initiatives telles que l'Union et la Communauté françaises ont marqué les esprits. Il faut attendre les années 1980 et l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération de décideurs politiques pour que la France reprenne en main le leadership mondial – avec le sommet de Versailles.

José Bové et la fenêtre ouverte

Au tournant des années 1990, l'émergence de problématiques en lien avec la menace environnementale et les dangers de la mondialisation apportent une nouvelle inflexion à la rhétorique francophone. Cette dernière « se réapproprie le discours des langues en danger en se focalisant sur la menace qui pèse sur le français. Sauver le français, c'est sauver toutes les langues minoritaires... », explique Cécile Vigouroux.

La France, dernier bastion de la résistance altermondialiste. C'est le « syndrome José Bové », arrêté en 1999 après avoir « démonté » un McDonald's en construction. De la gauche radicale à l'extrême droite, le pays des Lumières se pense en leader mondial contre l'uniformisation en marche accélérée de la planète. L'histoire récente de la francophonie et celle plus ancienne du français se font miroir. Dans les deux cas, une langue menacée, face au latin d'abord puis à l'italien durant la Renaissance, et enfin face à l'anglais. Une manière, peut-être, de « motiver le maintien de soi et la préservation de son identité... », avance Mounia Benalil.

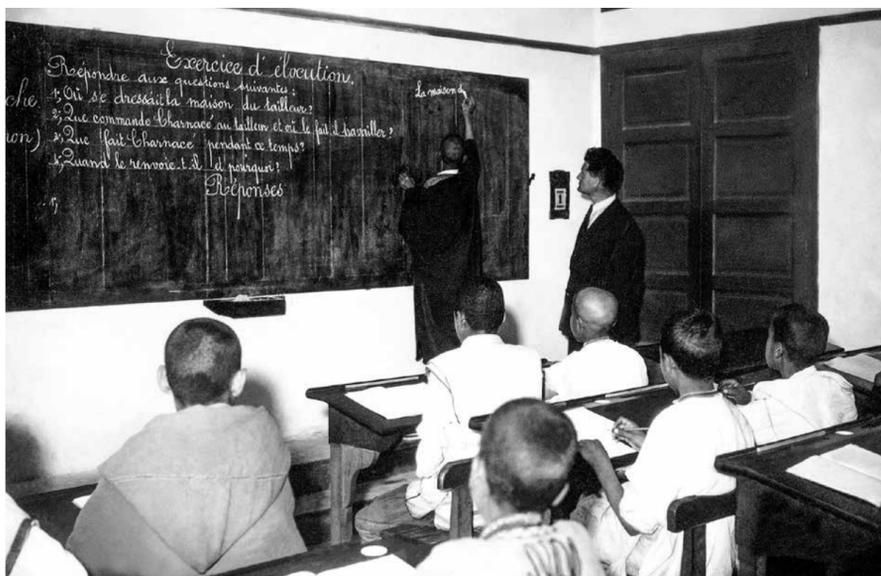
Au tournant du millénaire, l'« exceptionnalisme » français s'offre de nouveaux habits. En pratique pourtant, peu de choses ont changé. La charpente est restée la même depuis le XIXe siècle. La francophonie continue d'être une affaire de grands. « Son discours est construit par les élites du Nord et du Sud, les autres n'ont pas la parole », note Cécile Vigouroux.

Les promesses de « métissage » cachent mal la réalité d'un monde toujours structuré autour d'un centre parisien. « Il reste une ligne de partage entre "Français" (métropolitain) et "francophone" (autre) », observe Margaret A. Majumdar. Dans les librairies de l'Hexagone, les étagères de la littérature dite « francophone » sont réservées aux auteurs étrangers. La France continue de se penser comme l'unique dépositaire de ce « Soleil qui brille hors de l'Hexagone » (Léopold Senghor).

Dans les anciennes colonies, la francophonie est « une fenêtre vers le monde extérieur, une porte d'entrée qui peut s'ouvrir... mais aussi se refermer », note Ali Alalou. Là aussi, la vitrine inclusive et égalitaire affichée dans les brochures des institutions ne résiste pas longtemps à la réalité. La francophonie continue de diviser les sociétés en fonction des anciennes lignes de clivage coloniales – sociales, économiques, communautaires ou religieuses. Au Maroc, « ceux qui en sont exclus sont confrontés à une sorte de plafond de verre sur le plan professionnel », poursuit le chercheur berbère. « J'en ai l'expérience : mon père était berger, ma mère ne sait ni lire ni écrire. J'ai été sauvé par l'école coloniale. Mon frère, qui n'a pas obtenu son baccalauréat, ne parle ni français ni anglais. Pour lui, la fenêtre est fermée. »

La francophonie produit quantité de discours idéologiques

Une affaire qui concerne, d'abord, les gouvernements des États



Une leçon d'élocution en français dans une école française de Casablanca, au Maroc, alors sous protectorat français. Novembre 1935. Photos d'archives AFP



L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de



Investment & Capital Bank



LIBERTÉS

Liquider pour l'exemple : l'assassinat au cœur de la vie intellectuelle du Liban

Depuis l'indépendance, les meurtres de journalistes, de chercheurs et de faiseurs d'opinion façonnent la vie d'un pays où l'on peut tout dire et écrire... tant que les lignes rouges ne sont pas franchies.

Soulayma MARDAM BEY

Les signes avant-coureurs se sont succédés dans un crescendo de violence. Le 19 mars 1973, des hommes armés s'infiltrèrent dans les locaux du magazine *al-Hawadès*, dirigé par Salim Laouzi. Ils placent des explosifs dans l'imprimerie, située au sous-sol du bâtiment. Puis, en 1978, alors que la guerre civile fait rage, un bombardement détruit les bureaux de l'hebdomadaire à Chiyah. Salim Laouzi décide alors de s'exiler à Londres, d'où il poursuit son combat. Depuis la défaite de 1967, il a changé son fusil d'épaule. Autrefois nassérien, il rejette à présent ses idéaux d'hier et reproche aux dictatures militaires régionales leurs mensonges et leurs échecs. *Al-Hawadès* se fait l'écho de ces évolutions idéologiques. Célèbre pour ses scoops politiques, la publication est alors l'une des plus diffusées dans le monde arabe. Cela confère à sa tête pensante un poids certain. « Dangereux », ajouteraient ses adversaires les plus coriaces. D'autant qu'à partir de 1976, Salim Laouzi prend explicitement position contre l'intervention syrienne au Liban. Il n'a pas peur. Il défie. Il va loin. Souvent trop loin. Il est l'un des premiers à s'emparer du sujet tabou par excellence : la nature profondément confessionnelle du régime de Hafez el-Assad. Le journaliste va jusqu'à se lier d'amitié avec des figures de l'opposition... Le 22 juin 1979, son frère, Moustapha Laouzi, est assassiné à Tripoli. L'état se resserre. Rongé par la culpabilité, le directeur d'*al-Hawadès* aigüise sa verve, accuse Damas du crime et publie une série d'articles revenant sur les conditions de la gouvernance en Syrie. « Mon ami damascène m'a dit : j'avais peur que tu te fasses liquider, mais désormais, je crains que quelque chose de bien pire ne t'arrive », écrit-il dans l'un de ses derniers édités. L'ami damascène en question avait vu juste. Le 25 février 1980, après un court passage à Beyrouth pour les funérailles de sa mère, il est arrêté et enlevé à un checkpoint, sur la route de l'aéroport. Un berger retrouve son corps dans la zone de Aramoun (Aley) le 4 mars. L'assassinat de Salim Laouzi n'est ni le premier ni le dernier de ceux qui jalonnent l'histoire du Liban, de l'indépendance à nos jours. Depuis 1943, on recense au moins 220 assassinats ou tentatives d'assassinat de ce genre. Il y a ceux qui visent les « grands », les chefs d'État, les ministres, les députés ou encore les chefs de parti. Riad Solh (1951), Naim Moghabghab (1959), Kamal Joumlatt (1977), Tony Frangji (1978), Bachir Gemayel (1982), Rachid Karamé (1987), René Moawad (1989), Abbas Moussaoui (1992), Rafic Hariri (2005) et bien d'autres. Et puis il y a ceux qui ciblent les fonctionnaires : juges, militaires et responsables de la sécurité. Sen prennent aux figures religieuses et aux diplomates étrangers. Ou touchent des professionnels de la pensée : journalistes, chercheurs et intellectuels. Dans cette catégorie, l'assassinat de Salim Laouzi est, par son niveau de cruauté, particulièrement emblématique. La main avec laquelle il écrivait a été brûlée à l'acide. Ses doigts ont été mutilés. Des crayons ont été introduits dans son corps. « C'était très dur », se souvient sa fille, Mona Laouzi, 23 ans à l'époque. « Qu'ils l'aient tué est une chose. Mais qu'ils l'aient torturé avant... c'était insoutenable pour moi », confie-t-elle aujourd'hui. L'acte illustre au plus haut degré la raison d'être de l'assassinat politique, cette volonté de supprimer physiquement l'adversaire, de réduire en cendres son univers et de terrifier ceux qui y adhèrent. Une logique macabre qui sous-



De gauche à droite : Nassib el-Metni (tué en 1958), Kamel Mroué (1966), Ghassan Kanafani (1972), Kamal Nasser (1973), Robert Pfeffer (1979), Salim Laouzi (1980), Riad Taha (1980), Yahya Hazouri (1980), Khalil Naouas (1986), Souhail Tawilé (1986), Hassan Mroué (1987), Mahdi Amel (1987), Moustapha Jeha (1992), Samir Kassir (2005), Gebran Tuéni (2005) et Lokman Slim (2021). Photos Fondation Lokman Slim/AFP/Wikicommons Collage Jaimee Lee Haddad

tend tous les meurtres prémédités de ce type, du cas de Ghandour Karam, journaliste aux convictions antinassériennes abattu en novembre 1957 à Beyrouth par un militant nassérien, à Lokman Slim, intellectuel chiite anti-Hezbollah tué le 3 février 2021 dans le sud du Liban, dans un secteur où l'influence du Hezb est prédominante. « L'assassinat politique est à la fois un acte très intime et très collectif. On cherche à anéantir une personne dans ce qu'elle représente individuellement, avec ses idées, ses projets inachevés, ses souvenirs, ses connexions, ses amitiés, résume le chercheur et politiste franco-libanais Ziad Majed. Et en même temps, puisqu'il s'agit le plus souvent d'une personnalité publique, on assassine à travers l'intime un engagement politique. Cela rend ce type d'assassinat particulièrement sadique. » Pris séparément, chaque crime est exceptionnel. Il provoque une onde de choc, suscite la terreur et/ou polarise. Quels que soient les indices, chacun veut y voir la main de son tueur local ou régional « favori », celui qui le conforte le mieux dans ses convictions. Mais s'il marque une rupture, le moment de l'assassinat est indissociable de ce qui précède et de ce qui suit. Avant, il y a les campagnes de haine. La diffamation. Les menaces, qu'elles soient physiques ou verbales. Après, il y a la souillure. L'humiliation de la mémoire. La justification de la mort au nom de différends idéologiques. En filigrane, les moins téméraires posent une question qui suit. Avant, il y a les campagnes de haine. La diffamation. Les menaces, qu'elles soient physiques ou verbales. Après, il y a la souillure. L'humiliation de la mémoire. La justification de la mort au nom de différends idéologiques. En filigrane, les moins téméraires posent une question qui suit. Pourquoi a-t-elle parlé ? Pourquoi a-t-elle écrit alors qu'elle avait été prévenue ? N'a-t-elle pas provoqué ce qui lui est arrivé ?

L'intimidation est devenue la règle

tions voisines. Dans ces circonstances, son territoire devient l'espace de prédilection des règlements de comptes politiques et idéologiques, à la fois locaux et régionaux. Souvent, la liquidation de l'homme de plume est aussi celle d'un rival politique influent, pleinement engagé dans les luttes de son temps. « La liberté et la pluralité des médias de Beyrouth n'étaient pas seulement garanties par de nobles idéaux ; l'argent arabe et international a graissé les rouages de la planche à billets, les riches dirigeants conservateurs du Golfe et les dictateurs militaires cherchant un forum pour leur propagande et leur idéologie dans la guerre froide entre les deux camps arabes », indique à cet égard l'historien Fawwaz Traboulsi dans *A History of Modern Lebanon* (Pluto Press, 2007).

Dans ce Liban d'avant-guerre à la fois nerveux et créatif, les journalistes font l'époque tout autant qu'ils la subissent. À partir de la signature du Pacte de Bagdad en 1955, le pays du Cèdre est assis sur une poudrière. Deux pôles s'affrontent : celui du président de la République Camille Chamoun, résolument tourné vers l'Occident, et celui d'une opposition soutenue par la Syrie et l'Égypte. Après la création de la République arabe unie en février

Ne pas chercher plus loin

Au pays du Cèdre, le ciblage régulier des esprits libres ou des faiseurs d'opinion se confond avec l'identité complexe du Liban, historiquement lieu de liberté (relative) et d'instabili-

té. De 1943 jusqu'à présent, cette valse funèbre s'est dansée sur trois temps, à des rythmes différents : l'avant-guerre, la guerre, l'après-guerre. « Durant les deux décennies qui précèdent la guerre civile de 1975, le libéralisme économique et politique fait de Beyrouth la banque des Arabes, mais aussi leur maison d'édition, rappelle Ziad Majed. Ce que les opposants aux régimes régionaux ne peuvent pas dire chez eux, ils l'expriment dans la presse libanaise. Parallèlement, c'est aussi le pays où les services de renseignements de toute la région s'activent pour montrer qu'il y a des limites à ne pas dépasser. » Car le Liban est un pays troué : un État fantôme aux institutions faibles et une société éclatée, perméable aux infiltrations étrangères.

visant des journalistes. Ghandour Karam est tragiquement passé par là quelques années auparavant. Tout comme Fouad Haddad, chroniqueur au sein du journal phalangiste *al-Aamal* où il signait ses articles sous le pseudonyme d'« Aboul-Henn ». Mais dans le cas de Kamel Mroué, les enjeux dépassent les intérêts du rais égyptien au Liban. Fondateur du quotidien *al-Hayat* (en 1946), du *Daily Star* (1952) et de *Beyrouth Matin* (1959), l'homme défendait des positions fermement hostiles aux régimes dictatoriaux issus des coups d'État militaires. Il était toutefois plus que journaliste et avait acquis, au gré

Nasser contre les journalistes

Si dans le cas de Nassib Metni, le crime reste d'abord local, malgré l'influence évidente du contexte régional sur la crise de 1958, l'assassinat, huit ans plus tard, de Kamel Mroué marque, en revanche, un véritable tournant. Certes, l'ombre du nassérisme plane depuis longtemps sur plusieurs cas d'élimination politique

visant des journalistes. Ghandour Karam est tragiquement passé par là quelques années auparavant. Tout comme Fouad Haddad, chroniqueur au sein du journal phalangiste *al-Aamal* où il signait ses articles sous le pseudonyme d'« Aboul-Henn ». Mais dans le cas de Kamel Mroué, les enjeux dépassent les intérêts du rais égyptien au Liban. Fondateur du quotidien *al-Hayat* (en 1946), du *Daily Star* (1952) et de *Beyrouth Matin* (1959), l'homme défendait des positions fermement hostiles aux régimes dictatoriaux issus des coups d'État militaires. Il était toutefois plus que journaliste et avait acquis, au gré

Après, il y a la souillure

liste a été tué parce qu'il se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment, parce qu'il était journaliste, ou pour les opinions qu'il a pu exprimer en exerçant son métier ? Ainsi, la mort de l'ancien rédacteur en chef de *L'Orient-Le Jour* Édouard Saab, tué en mai 1976 par un franc-tireur alors qu'il traversait la ligne de démarcation entre les deux Beyrouth, est parfois qualifiée d'assassinat politique ou décrite comme tel. Mais peu d'éléments permettent aujourd'hui d'appuyer cette thèse.

Décennie noire

Dissimuler la vérité, punir ceux qui luttent pour qu'elle éclate, faire taire les voix critiques ou se venger de celui qui a tenu tête. Quels que soient ses objectifs, l'assassinat politique vise à conserver le statu quo ou à asséoir une emprise. Et dans cette offensive contre la pensée, les années 1980 sont particulièrement meurtrières. Le contexte y est propice, marqué par la radicalisation des pouvoirs régionaux contre la dissidence, en particulier en Iran, en Irak et en Syrie. La liquidation de Salim Laouzi en 1980 est suivie de près par celle de Riad Taha, président de l'ordre de la presse.

Après, il y a la souillure

liste a été tué parce qu'il se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment, parce qu'il était journaliste, ou pour les opinions qu'il a pu exprimer en exerçant son métier ? Ainsi, la mort de l'ancien rédacteur en chef de *L'Orient-Le Jour* Édouard Saab, tué en mai 1976 par un franc-tireur alors qu'il traversait la ligne de démarcation entre les deux Beyrouth, est parfois qualifiée d'assassinat politique ou décrite comme tel. Mais peu d'éléments permettent aujourd'hui d'appuyer cette thèse.

Après, il y a la souillure

liste a été tué parce qu'il se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment, parce qu'il était journaliste, ou pour les opinions qu'il a pu exprimer en exerçant son métier ? Ainsi, la mort de l'ancien rédacteur en chef de *L'Orient-Le Jour* Édouard Saab, tué en mai 1976 par un franc-tireur alors qu'il traversait la ligne de démarcation entre les deux Beyrouth, est parfois qualifiée d'assassinat politique ou décrite comme tel. Mais peu d'éléments permettent aujourd'hui d'appuyer cette thèse.

Après, il y a la souillure

liste a été tué parce qu'il se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment, parce qu'il était journaliste, ou pour les opinions qu'il a pu exprimer en exerçant son métier ? Ainsi, la mort de l'ancien rédacteur en chef de *L'Orient-Le Jour* Édouard Saab, tué en mai 1976 par un franc-tireur alors qu'il traversait la ligne de démarcation entre les deux Beyrouth, est parfois qualifiée d'assassinat politique ou décrite comme tel. Mais peu d'éléments permettent aujourd'hui d'appuyer cette thèse.

d'instruction requiert la peine de mort contre Adnan Chaker Sultani et ses deux complices, ainsi qu'à l'encontre d'Ibrahim Koleilat, décrit comme le commanditaire principal du crime et un agent à la solde des services spéciaux égyptiens. Hormis Sultani, tous sont jugés en abstentia. Surtout, après deux années de procès, la peine initiale de Sultani sera commuée en vingt ans d'emprisonnement. Quant à Koleilat, il sera acquitté, sous la pression des autorités égyptiennes. « En 1976, au début de la guerre civile, Sultani parviendra à s'échapper de prison et à fuir en Égypte », indique Malek Mroué.

Pays en quête de lui-même, le Liban est, à la veille de la guerre civile, perdu entre ses différentes appartenances. Aux tensions internes qui lui sont propres se conjuguent les percussions des conflits interarabes, mais aussi de la lutte palestinienne contre l'occupation israélienne. Symbole intellectuel et politique de ce combat, le grand romancier palestinien Ghassan Kanafani est assassiné à Beyrouth en juillet 1972, en compagnie de sa nièce. Pour Israël, il s'agit d'une réponse à l'attente organisée par trois membres de l'Armée rouge japonaise, en coopération avec le FPLP – dont Kanafani a fondé le journal *al-Hadaf* en 1969 –, contre l'aéroport de Lydda quelques semaines plus tôt.

Bien qu'il ait ardemment défendu la résistance armée contre la puissance coloniale, Kanafani n'a toutefois pas pris part lui-même à l'action en question. Le *Daily Star* évoquera dans la nécrologie consacrée à l'écrivain « un commando qui n'a jamais tiré avec une arme à feu, dont l'arme était un stylo à bille, et son arène des pages de journaux ».

Avec le déclenchement de la guerre civile (1975-1990), l'assassinat politique devient un moyen parmi d'autres de suppression de l'adversaire. La violence imprègne presque tous les recoins du quotidien, oppose les chrétiens aux musulmans, les chrétiens aux chrétiens, les musulmans aux musulmans. Les alliances se font, se défont et se refont. Le pays vit au rythme des massacres et des invasions, celle de la Syrie d'une part et celle d'Israël de l'autre. En toile de fond, la révolution iranienne en 1979 puis la guerre Iran-Irak entre 1980 et 1988 entraînent des bouleversements sur le territoire libanais qui devient un lieu de représailles, notamment fratricides entre Baas syrien et irakien. Le pays reste aussi un terrain de traque des opposants par des régimes de plus en plus sanguinaires. En juin 1979, Adel Wasfi, plus connu sous son nom de code Khaled al-Iraqi, rédacteur adjoint du journal de l'OLP *Filastin al-Thawra* et président de l'Union des démocrates irakiens, est assassiné à Beyrouth. Le pouvoir baassiste aux manettes à Bagdad est alors accusé d'avoir commandité le crime en dépêchant un escadron de la mort dans la capitale libanaise.

Comme souvent, les questions sont restées sans réponse.

Le chaos ambiant nourrit de surcroît la confusion. Quand la mort peut surgir n'importe où et n'importe quand, au détour d'une rue, à la sortie d'un bureau, à l'hôpital ou à l'école, le meurtre de masse finit par englober le meurtre ciblé. Comment savoir alors si un journaliste a été tué parce qu'il se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment, parce qu'il était journaliste, ou pour les opinions qu'il a pu exprimer en exerçant son métier ? Ainsi, la mort de l'ancien rédacteur en chef de *L'Orient-Le Jour* Édouard Saab, tué en mai 1976 par un franc-tireur alors qu'il traversait la ligne de démarcation entre les deux Beyrouth, est parfois qualifiée d'assassinat politique ou décrite comme tel. Mais peu d'éléments permettent aujourd'hui d'appuyer cette thèse.

Décennie noire

Dissimuler la vérité, punir ceux qui luttent pour qu'elle éclate, faire taire les voix critiques ou se venger de celui qui a tenu tête. Quels que soient ses objectifs, l'assassinat politique vise à conserver le statu quo ou à asséoir une emprise. Et dans cette offensive contre la pensée, les années 1980 sont particulièrement meurtrières. Le contexte y est propice, marqué par la radicalisation des pouvoirs régionaux contre la dissidence, en particulier en Iran, en Irak et en Syrie. La liquidation de Salim Laouzi en 1980 est suivie de près par celle de Riad Taha, président de l'ordre de la presse.

Suite page 5



L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de



Investment & Capital Bank



Suite de la page 4

Dans ce Liban à feu et à sang, l'avènement du régime islamique à Téhéran combiné à l'invasion israélienne de 1982 et à la marginalisation historique de la communauté chiite dans la construction nationale accouche d'un objet politique et militaire complexe : le Hezbollah. Face à l'occupation israélienne, il tente d'asseoir son monopole sur la résistance. Or parmi ses concurrents se trouve le Parti communiste libanais (PCL), très enraciné au sein de la communauté chiite, bien qu'il soit multiconfessionnel et laïque. Une page sombre de l'histoire de la gauche libanaise commence à s'écrire. Les élites intellectuelles communistes sont régulièrement prises pour cible. Les journalistes Khalil Nauas et Souhaïl Tawil sont assassinés en février 1986. Le philosophe Hussein Mroué subit le même sort près d'un an plus tard, alors qu'il était presque octogénaire. À peine quelques mois après avoir prononcé l'éloge funèbre de son camarade, c'est au tour de Hassan Hamdan, le « Gramsci arabe » plus connu sous le surnom de Mahdi Amel, d'être tué dans la capitale libanaise. Dans *L'homme aux sandales de feu* (2018), son épouse, Evelynne Hamdan, s'adresse directement au défunt. « Tu rentres à la maison, ce soir d'avril, un périodique à la main. (...) C'est la revue *al-Abed*, publication hebdomadaire du Hezbollah. Du doigt, tu pointes la conclusion d'un certain article : "Celui qui a fait le discours à l'occasion des obsèques de Hussein Mroué, à Damas, celui-là verra bientôt venir son tour." »

« Dans les milieux communistes, les gens étaient convaincus que les responsables de ces assassinats devaient appartenir au mouvement Amal ou au Hezbollah et, dans les deux cas, avec une couverture syrienne, se souvient Bachir Osmat, professeur à l'Université libanaise et ancien cadre au sein du PCL. En revanche, la position officielle était "diplomate". C'est le cas jusqu'à aujourd'hui. Le parti n'a jamais accusé un courant en particulier et a préféré accuser "une force obscurantiste" et "passiviste". Il faisait beaucoup de concessions. L'idée était que la cause pour laquelle il se battait était plus grande que les querelles opposant les groupes au sein de la résistance. » Bien entendu, il n'y aura ni enquête, ni procès, ni justice.

« Ces assassinats ont conduit à un détachement entre l'élite du parti et une masse qui ne pouvait plus croire dans la capacité des communistes et



Rassemblement à Beyrouth pour la défense de la liberté de la presse après l'assassinat du journaliste Samir Kassir le 2 juin 2005. Photo d'archives AFP

de la gauche libanaise à se défendre. Et bientôt, une partie de cette base va s'islamiser et rejoindre le Hezbollah », explique Wissam Saadé, professeur d'histoire et de sciences politiques à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

Terrifiant

Avec la fin de la guerre, les massacres s'arrêtent. Le Liban est sous tutelle syrienne. En apparence, la liberté d'expression est préservée, bien qu'elle soit éprouvée par la fermeture d'organes de presse ou les poursuites pénales lancées contre des journalistes. Elle est, en substance, tributaire de mille et une contorsions. Nombre de sujets sont tout simplement inabordable. Les journalistes doivent apprendre à calibrer leur parole, à négocier ici et là une critique contre quelques louanges. « Vous pouvez par exemple dénoncer la politique syrienne au Liban. Mais vous devez compenser en disant du bien de la politique régionale du régime », confie un ancien grand nom d'un quotidien arabophone réputé. Quant aux assassinats politiques visant les voix

critiques, ils se font plus rares, mais ne sont pas inexistantes. Le 15 janvier 1992, le journaliste chiite Moustapha Jeha, contributeur à *al-Aamal*, est assassiné. Il était célèbre pour son opposition aux régimes syrien et iranien et avait publié plusieurs ouvrages, dont *Khomeyni tue Zarathoustra et La crise de la pensée en islam*.

Au milieu des années 2000, l'assassinat politique revient sur le devant de la scène dans un contexte de polarisation extrême du pays marqué par le retrait, contraint et forcé, des troupes syriennes. Le 1er octobre 2004, l'ancien journaliste et homme politique Marwan Hamadé est grièvement blessé dans un attentat. Quelques mois plus tard, le 14 février 2005, un kamikaze fait sauter une camionnette remplie d'explosifs au passage du convoi blindé de Rafic Hariri. L'ex-Premier ministre est assassiné. Deux personnes meurent dans l'attentat. Plus de 200 sont blessés. Les conséquences géopolitiques de cette élimination sont innombrables. Au Liban, la vie politique se structure désormais autour de deux camps. D'un côté, le bloc dit « souverainiste »

du 14 Mars. De l'autre, l'alliance pro-régime syrien du 8 Mars. S'ensuit une vague d'assassinats ciblant spécifiquement des personnalités du 14 Mars. Ils sont largement imputés aux services de renseignements syriens et à leur principal allié sur place, le Hezbollah. Parmi les victimes, deux célèbres plumes d'*an-Nahar* : Samir Kassir, historien et éditorialiste, assassiné le 2 juin 2005, et Gebran Tuéni, bête noire de Damas, rédacteur en chef du quotidien et député, tué le 12 décembre de la même année. Entre les deux, la présentatrice vedette de la LBCI May Chidiac échappe de peu à un attentat à la voiture piégée mais en ressort avec de très graves séquelles.

« J'ai plusieurs images qui me reviennent en mémoire », confie Liana Kassir, la fille cadette de Samir Kassir, âgée de 16 ans en 2005. « Je revois mon père en train de nous dire "on veut ma peau". Je me souviens de ses courses-poursuites en voiture avec les services de renseignements qui le suivaient à la trace. Ou qu'après l'assassinat de Hariri, il nous avait dit, peut-être pour nous rassurer, "mais moi, ce n'est pas la même chose, je

n'ai ni argent, ni religion, ni partisans". » Aux yeux de la jeune femme, l'assassinat finit par figer la pensée de l'assassiné dans un moment de sa vie, par contenir une réflexion en mouvement dans une boîte. Par réduire son détenteur à une icône. « Mon père n'avait que 45 ans quand ils l'ont tué. Il avait déjà beaucoup fait entre 20 et 45. Je me demande ce qu'il aurait fait entre 45 et 60 », dit-elle. Pourfendeur acharné de la tutelle syrienne sur le Liban, acteur de premier plan au sein du « printemps » de Beyrouth, Samir Kassir était aussi un fervent défenseur de la cause palestinienne et militait pour la démocratie en Syrie. Dans ses chroniques, il est allé jusqu'à dénoncer le fonctionnement du régime Assad sur ses propres terres. Un domaine où peu de journalistes libanais osaient alors s'aventurer.

Avec le retrait des troupes syriennes du Liban, c'est un nouveau chapitre qui s'ouvre. « Dans l'histoire des assassinats politiques, aucune période n'a suscité autant d'anxiété que la période 2004-2005. Jamais les gens n'ont autant eu peur, avance Hana Jaber, directrice de la fondation Lokman Slim, spécialisée dans la documentation des assassinats politiques au Liban et dans la région. Il y a eu l'impression que le Hezbollah prenait la relève. Or il s'agit d'une composante intérieure de la société libanaise et non plus d'une force externe. Pour beaucoup de personnes, c'est encore plus terrifiant. »

Pédagogique

Le 3 février 2021, après avoir été menacé pendant près d'une quinzaine d'années par le Hezbollah, l'intellectuel chiite Lokman Slim est assassiné dans une région entre Saïda et Nabatiyé, au Liban-Sud. « Seule une enquête internationale impartiale nous permettra de connaître la vérité », insiste Monika Borgmann, veuve de la victime et directrice de la fondation qui porte son nom. « Est-ce qu'ils l'ont tué parce qu'il tentait de construire une alternative au Hezbollah pour les chiïtes ? Est-ce à cause de son intervention du 15 janvier 2021, où il a dit que (le nitrate d'ammonium entreposé dans le port de Beyrouth était destiné aux bombes-barils syriennes utilisées par le régime contre sa population ? »

Depuis l'exécution de Lokman Slim, les polémiques et controverses émanant de l'axe de la *moumanaa* (pro-iranien) se multiplient à un rythme effréné et prennent réguliè-

rement pour cible le monde des médias ou de la culture. « Il y a comme un nouveau régime culturel dans le pays. L'intimidation est devenue la règle », note Wissam Saadé.

Lorsqu'elle était journaliste, Monika Borgmann avait interviewé en 1993 l'intellectuel algérien Saïd Mekbel, assassiné en décembre 1994. Opposant aux islamistes et au pouvoir durant la guerre civile, il avait, au cours de l'entretien, développé la notion d'« assassinat pédagogique ». « C'est une idée qui me hante depuis des années, et plus encore depuis l'assassinat de Lokman », confie Monika Borgmann.

Cumulés sur plus de huit décennies, en temps de guerre comme en temps de paix, les assassinats produisent des effets qui imprègnent l'atmosphère mais sur lesquels il est souvent difficile de mettre des mots. Certes, après la secousse, la vie reprend son cours. Il faut faire avec. Passer à autre chose. Mais cette impunité généralisée crée simultanément un malaise. En temps de paix, elle donne l'impression de prolonger la guerre par d'autres moyens et mine la capacité d'action de la population. Parler reste possible, mais avec des limites et tant que la parole ne mène pas à l'action. En créant des vides au sein de tous les courants politiques et intellectuels, en ayant d'année en année rapproché la ligne rouge à ne pas dépasser, l'assassinat ciblé tue la pensée et entrave son renouveau. « Durant la guerre, les assassinats politiques s'ajoutaient aux massacres, analyse Wissam Saadé. Durant la paix en revanche, l'assassinat est en quelque sorte un moyen pour le tueur de ne pas avoir à massacrer. Il anéantit un courant politique ou idéologique en concentrant la violence contre certains leaders et intellectuels. Cela permet de démanteler un mouvement par la dé-moralisation. C'est ce qui s'est passé avec le mouvement du 14 Mars, bien qu'il ait lui-même connu ses propres errements. Par l'intimidation des élites, on domestique et fragmente la masse.

Liquidés pour l'exemple. Depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui, les moyens de menacer et de tuer les voix dissidentes évoluent, mais les objectifs restent identiques : salir, isoler, détruire. Pour les crimes d'hier comme pour ceux de demain, l'impunité structurelle désarme la société et incite, après chaque assassinat, une partie d'entre elle à l'oubli. Jusqu'au prochain.

FOCUS

« Viens prendre un café » : quand « L'OLJ » passe à la censure

Si la presse libanaise est plus libre que d'autres dans la région, elle n'en reste pas moins sujette à la censure et à l'autocensure.

Caroline HAYEK

C'est un bâtiment gris, un vieil ascenseur, une odeur de tabac froid. Des couloirs à n'en plus finir. Surtout ne pas se tromper de porte. Une fois dans le bureau du chef, il faut attendre. Il est très occupé. Des coups de fil à passer. Un café ? Il met de la musique arabe pour couvrir la conversation. Un legs d'une époque pas si lointaine ? Une question sur votre patronyme, histoire de vous situer sur la carte. Une autre sur votre parcours, vos années d'expérience. Comprendre en quelques mots vers quel bord vous penchez. On rentre enfin dans le vif. Le chef tend des articles de confrères. « Lis. » « Voilà ce qu'il ne faut surtout pas faire. » On ne leur trouve pas de défaut. Le journaliste s'est montré critique, à juste titre. Il a fait son travail, non ?

« Tu as eu droit à un café ? » À la rédaction, c'est notre façon de confirmer que l'un(e) d'entre nous a passé son baptême du feu à la Sûreté générale. C'est elle qui a, entre autres, la charge de gérer la censure des médias, sous la houlette du ministère de l'Intérieur. Ces rendez-vous « café » sont une pratique ancienne qui a resurgi ces dernières années après la thaouira d'octobre 2019. En témoignent le durcissement des autorités en termes de libertés individuelles et le nombre croissant de convocations de journalistes. En cent ans d'existence, *L'Orient-Le Jour* a été témoin, et victime, comme tous les autres titres, d'une répression intellectuelle, de censure officielle, officieuse et d'autocensure, à différents degrés suivant les époques. Aujourd'hui encore, la presse libanaise est réglementée par la loi désuète du 14 septembre

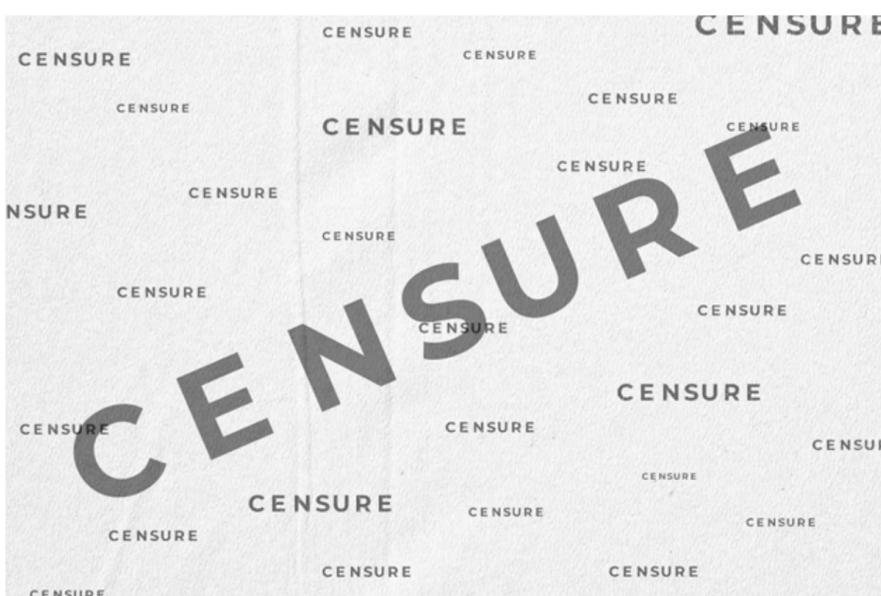


Illustration Mohammad Yassine

1962 sur les imprimés. En 1977, le sujet de la censure est supprimé, le terme aboli par le décret-loi n° 104 (modifié en 1994) qui ne mentionne plus que les infractions et les délits de presse. Mais dans les faits, elle ne disparaît jamais tout à fait, en témoignent les années noires sous la tutelle syrienne.

Suspendu 22 fois

Lorsque les deux jeunes amis Georges Naccache et Gabriel Khabbaz se lancent le défi de créer un journal en 1924, ils donnent le la dès le premier numéro : « Nous vous proposons, seulement, d'être vrais. » L'impertinence et l'esprit critique dont ces jeunes loups vont faire preuve leur valent d'être suspendus une première fois, en janvier 1925, par les autorités mandataires. Des suspensions sont décrétées à 22 reprises, à l'époque du mandat français mais aussi sous l'État naissant.

Les éditos politiques sont le plus souvent visés, comme les Faits du jour en septembre 1926. « Le gouverne-

ment de la République libanaise qui nous a fait, il y a quinze jours, l'honneur de nous suspendre, nous permet aujourd'hui de reprendre notre publication. Que la volonté du gouvernement de la République soit faite. La presse reste absolument libre d'écrire ce qu'il lui plaît », écrit le journal le matin du 9 octobre 1926. Cette liberté de ton leur vaut un retour de bâton régulier, comme des textes charcutés, jusqu'à atteindre un point d'orgue lors de l'arrestation, deux décennies plus tard, des directeurs Kesrouan Labaki et Naccache après son fameux éditorial « Deux négations ne font pas une nation », du 10 mars 1949. Seize agents de la Sûreté et deux camions seront mobilisés lors de leur arrestation et renvoi devant un juge d'instruction. Le premier écoperà d'un mois de prison, deux de plus pour l'auteur du texte incriminé, désormais célèbre. Comme un pied de nez, l'édito sera remplacé pendant plusieurs jours par des extraits de la Constitution libanaise ou

de la Déclaration internationale des droits de l'homme. À partir de la fin des années 50, les carrés blancs avec la mention « censure » sont récurrents dans les unes et les pages intérieures du journal, à *L'Orient* comme au *Jour*. Textes et photos sont passés au crible de la Sûreté jusque tard dans la nuit, avant que le journal ne parte sous presse. Le 5 juin 1967, les dirigeants israéliens décident de lancer une attaque « préventive » contre l'Égypte. Leur armée abat 300 des 340 avions égyptiens, 50 avions syriens et 20 jordaniens, encore tous au sol. C'est la bérézina. Nasser doit se rendre à l'évidence, son armée est défaite. Mais dans la presse arabe de la région, il ne faut surtout pas rendre compte de ce cuisant échec. La situation devient ubuesque. « Les Arabes (censure) : pas question de cessez-le-feu », rapporte *L'Orient* au troisième jour, probablement délesté du verbe « s'entêtent », jugé trop « péjoratif » par messieurs les censeurs. Les semaines qui suivent, des

pans complets sont supprimés, comme les impressions d'un correspondant français au Caire le 24 juin. Au *Jour*, un éditorial entier d'Édouard Saab du 28 juin est passé à la guillotine. Seul le titre a survécu : « Les liaisons dangereuses ». Au lecteur d'imaginer la suite.

« Bonne presse »

Cette pratique se raréfie au fil des ans, pour mieux revenir par la grande porte lors du mandat Sarkis (76-82), alors que le pays est en proie à une guerre civile. En 1977-1978, le bal entre les locaux de *L'Orient-Le Jour* à Hamra et les bureaux de la Sûreté générale situés juste en face est incessant. Chaque page terminée est relue par des fonctionnaires et biffée au besoin. « Après quelques mois, ils se sont ravisés parce que, des journaux avec des carrés blancs, pour nous ça faisait bonne presse, mais pas pour eux », ironise Issa Goraieb, rédacteur en chef de l'époque, aujourd'hui éditorialiste. La rédaction est alors contrainte de prévoir des dépêches de toute taille en guise de « bouche-trou ». À cette époque, la censure, ou les tentatives d'influence, ne sont pas uniquement du fait des autorités. Il faut par exemple jongler avec les exigences de la milice des Mourabitoun. Alors que la plupart des communiqués de partis sont jetés à la poubelle, *L'OLJ* est forcé de publier ceux du mouvement nassériste, après les « visites » quotidiennes de ses combattants armés dans les locaux. Après l'invasion de 1982, un ministre des Affaires étrangères israélien, lors d'une visite imprévue, tente de faire fléchir Issa Goraieb, jugeant la position du journal trop sévère vis-à-vis de l'État hébreu. En octobre 1990, c'est la consécration de l'emprise syrienne sur le Liban. Pendant près de 15 ans, un État sécuritaire et policier, inspiré du régime autoritaire de Hafez el-Assad, se met en place, avec le concours des autorités libanaises. À la censure déjà présente va se greffer l'autocensure que s'imposent les journaux de l'opposition comme *L'Orient-Le Jour*. Il faut alors peser chaque mot. S'il est permis de critiquer les ministres syriens, il ne faut surtout pas toucher à la personne d'Assad ou au clan alaouite. C'est le « conseil » que

prodigue le chef des renseignements syriens, à la fin des années 1970, lorsqu'il s'invite, en tenue militaire, dans le bureau du rédacteur en chef. « Allez-y, dénoncez notre barbarie. Nous ne voulons pas être aimés, nous voulons être craints », lui lance-t-il.

Sujets délicats

Tout au long de son histoire, le journal bénéficie d'un atout qui, d'une certaine manière, le « protège », aujourd'hui encore. Le fait de paraître en français offre une marge de manœuvre certaine à la rédaction. « Les mêmes articles publiés par exemple par *an-Nahar* auraient sûrement été censurés », explique Gaby Nasr, éditorialiste. « Nous avons plus de liberté que d'autres », se souvient la journaliste Suzanne Baakini qui couvrait les manifestations antisyriniennes au tournant du millénaire. « Parfois je voyais la couverture de certains médias et je me disais que nous n'avions pas assisté au même événement », dit-elle. Avec l'arrivée de Bachar el-Assad au pouvoir, après la mort de son père en 2000, la bride ne s'est pas relâchée. « L'autocensure, c'est pernicieux, ça s'installe en toi, jusqu'à devenir un automatisme », résume Élie Fayad, actuel corédacteur en chef. « Les sujets délicats, on les étouffait ou on les supprimait, pour ne pas se taper un procès ou être visé par un attentat », renchérit Gaby Nasr. Mais avec le réveil d'une opposition antisyrinienne multiconfessionnelle au début des années 2000, les journalistes vont repousser petit à petit les limites. Les langues se délient. Cependant, sur d'autres questions, même après le départ des troupes de Damas en 2005, l'autocensure a du mal à disparaître. La pratique permet d'éviter un grand nombre de problèmes causés par le très vaste champ d'interprétation de la loi, qui peut conduire un journaliste en prison. Évoluer dans une société conservatrice encore aujourd'hui fait que certains sujets vont longtemps rester tabous. *L'OLJ* sera par exemple l'un des premiers à parler de la transsexualité au Liban, mais aura du mal à toucher aux institutions religieuses. Mais à force de débats, de discussions en son sein, la rédaction parvient à faire sauter les derniers verrous.

ÉCLAIRAGE

De la man'ouché à la moumanaa : écrire le Liban dans un journal francophone

Faut-il tout traduire ? Comment mettre l'eau à la bouche au lecteur en lui transmettant la « saveur » du pays du Cèdre ? Le passage au français risque-t-il d'influencer la compréhension des événements ?

Claire GRANDCHAMPS

« Déporter », « expulser » ou « renvoyer » ? Bien que l'idée soit la même, chacun de ces termes, en français, a ses propres connotations. Ils sont toutefois autant de traductions possibles d'un même verbe en arabe. Lequel alors choisir lorsque l'on veut transmettre la déclaration d'un responsable libanais concernant les migrants syriens, sans lui prêter des nuances qu'il n'avait pas spécialement imaginées ? Les journalistes et éditeurs de *L'Orient-Le Jour* se posent tous les jours ou presque ce genre de question.

Il faut dire qu'ils doivent, au quotidien, relever le défi de rédiger leurs articles dans la langue de Molière, à partir de textes, sources ou discours dans la langue d'al-Mutanabbi, le dialecte de Saïd Akl ou... le patois de Nabih Berry. Et cela ne se fait pas sans difficulté ni responsabilité.

Au-delà du risque de prêter aux sources des intentions qu'elles n'avaient pas, le choix des mots, s'il n'est pas suffisamment bien calibré, peut également impacter la compréhension que le lecteur aura d'un événement. En janvier 2018, il avait suffi d'un seul mot pour pousser dans la rue des dizaines de partisans du président de la Chambre, Nabih Berry, dans une démonstration de force contre sa Némésis, le chef du Courant patriotique libre, Gebran Bassil.



Un article de « L'Orient-Le Jour » du 20 avril 2024, sur lequel est posé le Dictionnaire français libanais des éditions Milelli. Mohammad Yassine/L'Orient-Le Jour

En cause ? Une insulte lancée par M. Bassil à l'attention du chef de législatif : *baltaji*. Initialement un homme chargé du maintien de l'ordre sous l'Empire ottoman, ce terme a pris, en dialecte égyptien surtout, un sens péjoratif, les *baltajis* étant recrutés parmi les délinquants et mobilisés par les régimes autoritaires pour se maintenir au pouvoir. En traduisant ce terme par « voyou » sans faire apparaître ce côté « milicien » et corrompu, une partie du sens s'est perdue. Les partisans de Berry se seraient-ils mobilisés contre les aounistes de manière aussi violente si Gebran Bassil avait qualifié son rival de « simple » voyou ?

Le code

Cet aspect culturel « intraduisible » complique encore la tâche du journaliste lorsqu'il doit évoquer

des réalités typiquement libanaises, qu'elles soient politiques, géographiques ou même gastronomiques.

« On ne sait pas dans les mains de qui le journal va tomber. Il faut donc que ce qui a trait à des aspects culturels inhérents au Liban soit suffisamment explicité » pour ne pas perdre le lecteur mais sans non plus « le prendre pour un idiot », préconise Gina Saad, directrice de l'École de traducteurs et d'interprètes de Beyrouth à l'Université Saint-Joseph et traductologue. Mme Saad s'est notamment penchée, dans son travail, sur l'influence que peut avoir le « moi culturel », l'individu avec son identité propre et sa culture, sur le travail des écrivains et éditorialistes libanais d'expression française.

Pour Élie Fayad, corédacteur en chef, ce qui importe c'est de respec-

ter le « code établi entre le journal et nos lecteurs », qui repose sur l'importance du français et de la francophonie, sans toutefois verser dans un autre extrême qui consisterait à tout traduire « n'importe comment ».

Pas question donc, pour celui qui est connu par toute la rédaction comme la référence en matière d'harmonisation linguistique, de jouer la carte de la facilité et se contenter de copier à tout-va dans les articles des mots en arabe. Même si ceux-ci seraient compris par une grande majorité du lectorat ou pourraient être expliqués de manière rapide, il faut respecter « le code ».

Il n'en reste pas moins que certains concepts doivent passer par le mot arabe, faute de mieux. C'est notamment le cas de la *moumanaa*, l'axe formé par les alliés et les sup-

plétifs de l'Iran au Moyen-Orient et qui affiche une opposition radicale à Israël, dont « il n'existe pas de traduction satisfaisante, en un seul mot ». « Auparavant, on utilisait l'expression du "front de refus", mais cette expression avait une autre connotation, mettant face à face des États arabes radicaux face à d'autres supposés plus modérés. Cela a fini par prêter à confusion », explique Élie Fayad. Progressivement, le terme *moumanaa* a fini par trouver sa place, tel quel, dans les pages de *L'OLJ*.

Il faut toutefois s'assurer que les lecteurs « débutants » en politique libanaise et régionale comprennent tout le sens de ce mot, ou de tout autre utilisé de la sorte. Lorsque le cas se présente, ils doivent donc être expliqués, selon Gina Saad, de la

manière la plus « subtile » possible, idéalement « après une virgule et, surtout, sans y accoler une note de bas de page qui oblige le lecteur à faire des allers-retours » sur le texte.

L'eau à la bouche

Garder le terme arabe peut aussi permettre dans certains cas de donner une « saveur » à l'article, selon la traductologue. Et cela est d'autant plus vrai lorsque l'on parle de nourriture. *Man'ouché* et *kebek* trouvent donc facilement leur place dans les articles, accompagnés de brèves définitions, petites recettes de quelques mots, de la « galette saupoudrée de pain et de thym (ou de fromage) » à la « poudre de yaourt fermenté, mélangée à du blé, moulu et séchée », pour donner au lecteur autant d'explications que l'eau à la bouche.

Des aspects culturels typiques du Liban et inhérents à l'identité et la personnalité des journalistes et rédacteurs sont distillés de manière encore plus prépondérante dans les papiers plus personnels, comme les billets ou éditoriaux. Ces articles, où les réalités culturelles vécues par l'auteur se mêlent à des mots arabes porteurs d'une certaine symbolique, des formulations typiques ou des jeux de mots, ne pourront qu'être difficilement compris par des lecteurs qui n'ont pas le même bagage que leur auteur. De tels textes ne sont pas spécialement destinés à « passer la frontière de la communauté étroite à laquelle ils appartiennent », explique l'experte en traduction.

Or, à l'exception de ces cas très spéciaux, « passer les frontières » est la mission de *L'Orient-Le Jour*. Ce qui pousse Élie Fayad à préconiser, autant que possible et dans les textes à finalité informative, de ne « pas abuser » des expressions et mots en arabe. « Il est nécessaire de garder notre identité francophone, qui est une des facettes du Liban et qui doit être défendue et perpétuée. C'est une culture, une façon d'être, une ouverture. »

En écrivant le Liban et le Libanais en français, le journaliste pose ses mots comme des briques, non pas pour ériger des murs et des barrières mais bien pour jeter des ponts.

HISTOIRE

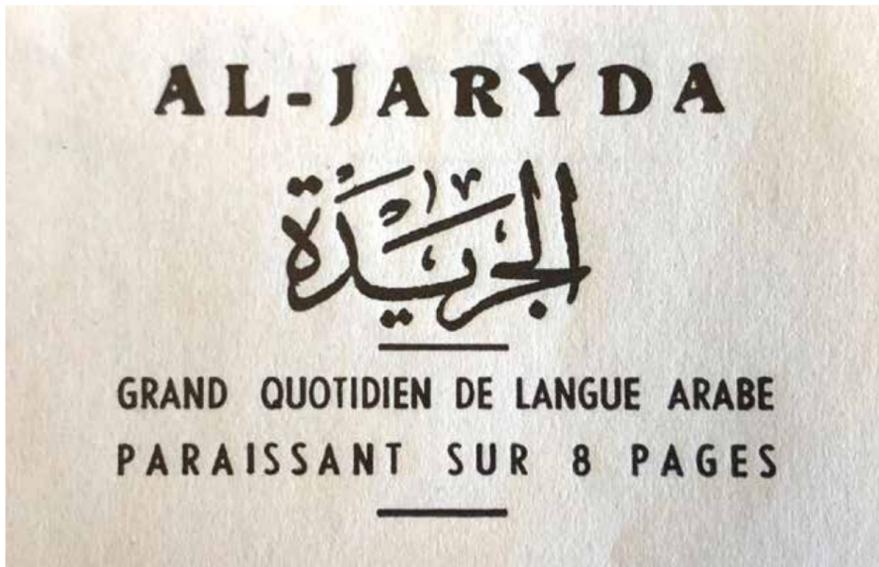
« Al-Jaryda » : quand « L'Orient » parlait arabe...

1953. Georges Naccache fonde un nouveau quotidien en langue arabe. Retour sur un mauvais calcul.

Stéphanie KHOURI

Peu d'éléments nous sont parvenus quant au contexte de sa naissance. Encore moins quant aux conditions de sa disparition. La quasi-totalité des Libanais ont oublié jusqu'à son existence. Dans le récit du siècle, comme dans celui de la presse écrite, il est un détail sans importance. *Al-Jaryda*, éphémère expérience arabophone lancée en 1953 par le cofondateur de *L'Orient*, fait pourtant partie de l'histoire. Il raconte un peuple qui se balance entre les langues, souvent avec talent, parfois avec tourment.

Dix ans après l'indépendance, la presse libanaise dispose d'institutions arabophones déjà anciennes, telles que *al-Hayat*, *an-Nahar* ou *al-Anouar*. Pourtant le diagnostic des futurs dirigeants d'*al-Jaryda* est sans appel. « Il n'y a pas de raison que les Libanais, qui ont créé les plus grands journaux et périodiques d'Égypte et du monde arabe, ne réussissent pas à fonder un grand journal... dans leur propre pays ! » s'exclament Nasri et Ruchdi Maalouf, en charge du nouveau projet, dans un article de *L'Orient* daté du 6 décembre 1952. Dès le départ, l'ambition est donc de créer un journal à grand tirage, non pas limité aux « 4 000 à 5 000 » exemplaires des habituels quotidiens politiques, mais en visant la masse des « 25 000 à 35 000 » lecteurs poten-



tiels auxquels pourrait prétendre un journal national en arabe, d'après les estimations des instituts de sondage.

Au tournant des années 1950, la situation financière de *L'Orient* est florissante. La gestion du projet, la mise en place des équipes prennent plusieurs mois. Au terme de l'année 1952, un arrêté ministériel donne le top départ en autorisant officiellement la publication. Le premier numéro d'*al-Jaryda* sort un matin de janvier 1953. Si Georges Naccache est à l'origine de la conception, la gestion quotidienne des 8 pages sera confiée à Nasri Maalouf, cofondateur et éditorialiste politique, « célèbre publiciste et écrivain », précise *L'Orient*, et Ruchdi Maalouf, directeur, « professeur au Beirut College, critique d'art et journaliste ».

La marque se veut jeune, iconoclaste et décomplexée. « Tout notre programme est dans notre nom ! s'exclament Nasri et Ruchdi Maalouf. Si nous avons appelé notre publication *al-Jaryda*, c'est que notre ambition est de faire de ce journal un journal qui soit simplement... un journal. »

Il y sera question de politique, mais aussi de culture et de société. Un supplément littéraire voit même le jour. L'objectif est de moderniser l'approche journalistique en développant de nouveaux formats, comme le reportage, ainsi que des rubriques spécialisées autour de la vie quotidienne. « Au service de tous et de personne » : avec ce slogan, *al-Jaryda* part à la conquête de « toutes les catégories de lecteurs que la politique

intérieure n'intéresse pas assez ».

Boulet financier

Mais « que l'on ne se méprenne pas cependant sur notre pensée », précisent Nasri et Ruchdi Maalouf. « Nous n'allons pas faire un journal "apolitique". Ce serait assez mal nous connaître, aussi bien Georges Naccache que nous-mêmes, que d'imaginer que nous allions nous tenir à distance de la mêlée et rédiger des feuilletons illustrés pour faire rêver les petites jeunes filles. »

L'expérience, on le sait, sera un désastre. Après un « succès retentissant à ses débuts » (« *L'Orient-Le Jour*, 100 ans ou presque », Michel Touma, 2014), *al-Jaryda* se « transforme rapidement en un véritable boulet financier et professionnel ». Georges Naccache était connu pour sa gestion discutable



des finances. Cela a-t-il joué un rôle ? Ou bien les calculs étaient-ils mauvais dès le départ ? Impossible de répondre avec certitude.

Nous savons en revanche que le projet a été pensé dès le départ sur un mode économe, malgré le faste de l'époque. La jeune rédaction est composée de 25 « secrétaires, correspondants et journalistes ». Pour le reste, elle partage toutes ses ressources avec la maison mère francophone : les moyens d'impression, l'intertype et la presse, ainsi que les services d'appoint, télégraphiques, photoreportages et bureaux administratifs de vente et de publicité, sont mis en commun.

Au-delà de la dimension commerciale et financière, l'aventure est un pari personnel pour Georges Naccache : l'homme aux lunettes noires

et à la plume légendaire n'en est pas à son premier essai. En 1939, à trente-cinq ans, il avait déjà fondé un magazine illustré en arabe, *al-Marabel*, qui sera « stoppé par la guerre » la même année, écrit Raymond Sayegh (« Le comportement politique du journal libanais d'expression française *L'Orient* », 1969).

Quinze ans après ce premier échec, près de trente ans après la première publication de *L'Orient*, Georges Naccache était-il en manque d'adrénaline ? Espérait-il réparer son lien complexe à la langue arabe qu'il maîtrisait mal ? S'il cherchait plutôt à étendre son influence au sein des milieux politiques, pourquoi penser un quotidien de masse qui ne soit pas « trop exclusivement politique » ? Des questions en suspens.



L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de



Investment & Capital Bank



TÉMOIGNAGES

L'arménien du Liban : vers la fin d'une exception linguistique ?

La langue propre à la diaspora du Moyen-Orient pâtit d'un changement profond du tissu social qui façonne la communauté arméno-libanaise.

Amélie ZACCOUR

Petite, Léa Baghamian passait son temps à écouter ses camarades parler arménien dans la cour de l'école pour enrichir son vocabulaire. Arrivée à Bourj Hammoud avec sa famille à l'âge de 8 ans, la native du Metn avait toujours mélangé sa langue maternelle avec l'arabe et le français, y compris avec ses parents et sa sœur, la privant alors de maîtriser totalement l'arménien. « Je me sentais en décalage avec les autres élèves, mais pas exclue pour autant », raconte aujourd'hui la policière de 20 ans, drapeau libanais cousu sur son uniforme. Si elle assume cette double identité, cette dernière se manifeste surtout par d'autres moyens. « Ce qui me connecte le plus à mon arménité, c'est l'Église », où Léa chante et joue du violoncelle, « car c'est ce qui guide ma vie, bien avant la langue ».

Un scénario difficile à concevoir il y a trente ou quarante ans. Aline Kamakian, Arméno-Libanaise de troisième génération, a été « élevée dans une famille où on parlait arménien, avec deux frères avec qui nous allions à l'école, aux réunions de scouts et à l'église en arménien. La question ne se posait même pas... » pour la patronne du restaurant Mayrig. Bien qu'encore largement utilisée au sein des foyers, la langue a aujourd'hui perdu son statut de prérequis pour s'intégrer dans la communauté. Son déclin est indéniable : l'arménien occidental, variante spécifique au Liban, à la Syrie, la Jordanie et l'Égypte (contrairement à l'arménien oriental parlé en Arménie, en Russie et en Iran), a été classé comme langue en danger par l'Unesco en 2010.

Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène, de la généralisation de l'anglais, renforcée par l'utilisation massive des réseaux sociaux, à la réduction de ce qui reste la plus grande population arménienne du Moyen-Orient, estimée à plus de 200 000 personnes au milieu du XXe siècle à quelque 40 000-60 000 personnes aujourd'hui au Liban, avec une assimilation croissante des dernières générations, devant arabophones.

Pilier identitaire

Les Arméno-Libanais ont pourtant mis du cœur à ancrer leur



Une vue du quartier historique de Bourj Hammoud, où les pancartes dans d'autres langues côtoient celles en arménien. Photo Hermine Nurpetlian

langue dans leur terre d'accueil. Originaires de Cilicie pour la plupart, ils sont turcophones ou locuteurs de dialectes arméniens aux influences turques, arabes et persanes lorsqu'ils arrivent au pays du Cèdre après avoir fui le génocide de 1915-1923, ayant fait plus d'un million de morts. Massés dans des camps, ils commencent à communi-

« Quand on parle de sexe ou de politique, on parle en anglais »

quer plus largement en arménien occidental pour se détacher du turc, érigeant la langue en pilier identitaire. Des campagnes pour l'enseignement linguistique se diffusent, posant les jalons de ce qui deviendra le plus grand maillage d'écoles arméniennes au monde.

Deux générations plus tard, l'arménien occidental atteint son apogée. « C'est dans les années 1960 qu'il y a eu le plus de livres, de journaux, d'écoles, de théâtre et même de cinéma en arménien, relève Tigrane Yeghavian, chercheur à l'Institut chrétien d'Orient. Le Liban était alors le phare de la diaspora arménienne dans le monde. » Dans la continuité du « modèle ottoman », le découpage communautaire du Liban a

favorisé cette profusion culturelle où la langue est reine, avec ses quartiers, ses mariages endogames et ses partis politiques comme le Tachnag. Mais les événements dramatiques de l'histoire libanaise ont fini par bousculer cet ordre des choses.

Déclin

À l'image de leurs compatriotes, les Arméno-Libanais ont connu une émigration massive pendant la guerre civile, puis au cours des multiples crises frappant le pays du Cèdre depuis 2019. Cette fuite des cerveaux et des élites a participé à la paupérisation de la communauté et coupé court au bouillonnement intellectuel. L'effet le plus marquant de ce déclin s'est traduit dans la réduction du nombre d'écoles arméniennes.

« L'arménien occidental décline, mais la culture est toujours très présente »

« Dans les années 1950, il en existait 56, et chaque établissement comptait des centaines d'élèves. Aujourd'hui, nous n'en avons plus que seize », énumère Ara Vassilian, principal de l'école de l'Union générale arménienne de bienfaisance (UGAB), association diasporique créée au Caire en 1906 et actrice incontournable des affaires arméniennes au Liban. Selon l'Armenian Diaspora Survey de 2019, un quart des Arméno-

Libanais ne sont jamais allés à l'école arménienne. « Compte tenu du vaste système scolaire que les Arméniens du Liban ont pu développer dans un espace géographique compact, (cela) est révélateur des changements intervenus dans la communauté », notent les auteurs de l'étude.

Le mariage mixte s'est aussi érigé en facteur d'assimilation, contribuant au déclin de la langue. Malgré l'absence de statistiques officielles, plusieurs indicateurs témoignent de son augmentation. Dans l'école où Ara Vassilian est employé depuis 1993, si « environ un élève sur quinze » était issu d'un mariage mixte il y a encore dix ans, le ratio est passé à « la moitié ou plus », constate-t-il. « Qui est le nouvel Arménien ? Sans doute un individu à l'identité multiple, et nous devons l'accepter », tranche le principal.

Dans le quartier de Bourj Hammoud aussi, le tissu social a changé. En un peu plus d'une décennie, Kurdes, Syriens et Éthiopiens ont rejoint ses immeubles aux loyers abordables. Le repaire historique de la diaspora a perdu son statut de ghetto. « L'époque où vous n'aviez pas besoin de parler d'autre langue pour aller chez le boucher, l'épicier ou le tailleur est révolue », détaille

Ara Vassilian. D'autant que depuis une vingtaine d'années, la communauté s'est étendue à des localités libanaises comme Antélias, Fanar et Rabié, poussant les Arméno-Libanais davantage vers l'arabe, le français et l'anglais. Même à Anjar, bulle linguistique résistante aux confins de la Bekaa, « le dialecte arménien local est très influencé par l'arabe », constate Antranik Dakessian, professeur d'études arméniennes à l'université

« Ce qui me connecte le plus à mon arménité, c'est l'Église »

Haïgazian.

En toile de fond, l'idée que l'arménien appartient à la tradition et d'autres langues, l'anglais en particulier, à l'avenir. « L'arménien est utilisé pour parler de sujets arméniens, de valeurs arméniennes, une manière d'être dans le monde arménien, soulève la linguiste Anaïd Donabédian-Demopoulos, professeure à l'Inalco. Quand on parle de sexe ou de politique, on parle en anglais, quand on parle de mariage ou de religion, on parle en arménien. »

Une dynamique qu'Ara Vassilian tente de contourner. « Les élèves adorent le football, alors j'ai lancé un projet pédagogique sur ce thème, comme ça ils savent dire "passe", "tête" et "but" en arménien, et on peut en discuter dans cette

langue, plutôt qu'ils aillent chercher l'information en anglais sur leur téléphone. » Une méthode difficilement applicable hors cadre scolaire. « Bien qu'il existe une presse arménophone de qualité, plus le locuteur avance dans sa formation, et moins l'arménien est présent dans son environnement intellectuel, médiatique, et dans tout ce qui touche aux grands enjeux de son époque », constate Anaïd Donabédian-Demopoulos, qui a enseigné à l'Université américaine de Beyrouth de 2013 à 2016.

Juliette Baghamian, la sœur de Léa, y voit une raison générationnelle. « Nos grands-parents, qui avaient plus de facilité à trouver un emploi viable, pouvaient se permettre d'investir leur énergie dans le maintien de la langue, qui était une priorité de la communauté à l'époque. Nous, notre priorité, c'est d'avoir un job qui paie bien dans une période de crise économique », explique l'étudiante en psychologie à l'Université libanaise.

« Si le vivier se tarit... »

« Je préfère parler de changement que de détachement, tempère cependant Antranik Dakessian, car si l'arménien occidental décline, la culture arménienne est toujours très présente dans les familles. » À l'université Haïgazian, il compte de nombreux étudiants qui ne sont pas allés à l'école arménienne et suivent son cours d'arts médiévaux arméniens. « Les jeunes expriment leur identité à travers d'autres composantes, où l'histoire tient une place importante. » Comme Léa, qui raconte avec fierté ses manifestations devant l'ambassade d'Azerbaïdjan contre la guerre au Haut-Karabakh en 2020, « car nous avons déjà vécu un génocide ».

Mais pour Tigrane Yeghavian, l'éloignement linguistique, la désaffiliation est avant tout symptomatique d'un certain délitement de la communauté. « La société civile est active, mais il s'agit d'individus, il n'y a pas de structure arménienne capable de générer une nouvelle orientation. C'est un enjeu qui demande des moyens et un agenda. » Selon l'Armenian Diaspora Survey, 48 % des sondés au Liban désignent l'absence de vision comme le principal défi auquel fait face la communauté – ex aequo avec les mariages mixtes. « Le Liban et la Syrie sont des usines à produire des Arméniens qui émigrent majoritairement vers le reste du monde. Ils envoient des professeurs, des cadres, des prêtres », puisqu'en dehors des États-Unis, le seul séminaire se trouve à Bickfaya, ajoute Tigrane Yeghavian. « Si le vivier se tarit, ce sera la fin de la diaspora post-1915, prévient-il. Ce sera aussi la fin du militantisme arménien pour que justice soit rendue un siècle après le génocide. L'enjeu est existentiel. »

FOCUS

À l'origine de l'expression « téléphone arabe »

Aujourd'hui connue surtout pour le jeu qu'elle désigne, l'expression remonte au passé colonial de la France.

Laure-Maïssa FARJALLAH

Le lien entre « Le Liban est un message » et « Le lit du banc fait un message » ? Le « téléphone arabe ». Soit la « transmission très rapide, de bouche à oreille, d'une nouvelle ». À ne pas confondre avec le bouche-à-oreille qui fait bonne publicité. Pour beaucoup, l'expression fait aujourd'hui référence à un jeu aux règles bien définies, aussi appelé téléphone sans fil, consistant à communiquer une dépêche d'une personne à l'autre pour s'amuser ensuite des déformations subies au fil des chuchotements. « L'intérêt croît avec le nombre de joueurs et la complexité du message », précise le site Jeux et compagnie, soulignant l'intérêt éducatif de « comprendre l'impact des ragots et des rumeurs ». Car bien que le contenu diffère d'un

jeu à l'autre, aucun message ne sort intact de murmures qui se suivent mais ne se ressemblent pas.

La faute aux Arabes ? C'est en tout cas l'importance accordée à la transmission orale au sein de la tradition arabe qui est ainsi mise en lumière, voire en cause. Certaines sources situent l'origine de l'expression auprès des colons français installés en Afrique du Nord au XIXe siècle, qui auraient été impressionnés par la rapidité avec laquelle les informations circulaient entre habitants, sans autre moyen de communication que l'oralité. « S'il n'y a pas ici de vrai téléphone, le mot est presque pris au sens étymologique, de télé qui veut dire loin en grec ancien, et phone qui signifie le son ou la voix », souligne Sylvie Brunet, coauteure de *Une grammaire à croquer* (First, 2023).

Des racines xénophobes

Alors que d'aucuns placent l'apparition de l'expression dans le langage courant français au début des années 1960, la linguiste en a trouvé une première occurrence à l'écrit en 1935, en glanant dans les archives de la Bibliothèque nationale de France. « C'était dans le journal *L'Action française* nationaliste, xénophobe et collaborationniste, précise-t-elle. Le



Installation « Téléphone arabe #1 » de l'artiste Clément de Gaulejac, à Bruxelles, avec Recyclart, en 2004. Photo Clément de Gaulejac

journaliste d'extrême droite prend l'expression avec des pincettes en la mettant entre guillemets, comme par dégoût. » De quoi y coller dès le départ un prisme raciste de condescendance paternaliste. « L'idée était un peu de dire : ce sont certes des sauvages, mais ils communiquent bien entre eux », ajoute Sylvie Brunet, pour laquelle la péjoration, le mépris, voire le racisme induits sont inhérents au contexte colonial dans

lequel est née l'expression. Sans avoir rencontré le même succès dans le jargon français, le « téléphone de brousse » est d'ailleurs né en parallèle dans les autres colonies françaises d'Afrique, indique Delphine Gaston-Sloan, auteure notamment de *Le pourquoi et le comment des expressions françaises* (Larousse, 2018). Rapidement, l'information devient rumeur, bruits de couloir douteux. « La notion de déformation

est venue par la suite, insinuant que lorsque l'on récupère une information, on la modifie un peu avant de la transmettre à son voisin », renchérit l'écrivaine. Un sens qui peut être certes considéré comme vexatoire, mais qui ne constitue par un élément de discrimination, a tranché la justice québécoise. « Dans son sens usuel, (l'expression) ne constitue pas une façon de dénigrer les personnes arabes et n'a strictement rien à voir avec l'origine ethnique ou nationale, précise ainsi le compte-rendu d'une affaire de discrimination portée par un employé de confession musulmane contre son employeur. L'utilisation de telles expressions (...) peut être perçue comme un manque de tact ou de sensibilité, sans pour autant avoir pour effet de détruire ou de compromettre l'exercice en pleine égalité de son droit à la sauvegarde de sa dignité. »

À chacun sa bête noire

« Ce sont des expressions qui ont été générées par une action politique », rappelle toutefois Sylvie Brunet. Si la langue de Molière se réfère à l'arabité, en anglais, le jeu du « téléphone arabe » ne se traduit-il pas par « Chinese whispers » (murmures chinois) ou encore « Russian scandal » (scandale russe) ? Leur

existence dans le langage familial, et d'autant plus dans le domaine du jeu, a néanmoins pu contribuer à lisser, voire à faire oublier leur héritage. « J'avais conscience de l'arrière-plan colonial, mais je ne le voyais pas comme quelque chose qui pouvait être perçu comme raciste », confie ainsi Clément de Gaulejac après une déconvenue survenue autour de l'expression. Fasciné par les jeux de langage, les questions de « traductibilité », et surtout peut-être d'« intraductibilité », cet artiste français a installé en 2005 un néon lumineux dans un quartier populaire de Bruxelles, où était inscrit le mot téléphone en arabe (*batel*). Peu après, son œuvre est vandalisée, la transformant ironiquement en « téléphone brisé », expression qui désigne dans le monde arabe (en français) le même jeu. Une coïncidence « géniale » qui le pousse à tenter une mise en abîme, en explorant à quel point son « téléphone arabe » pourrait être déformé s'il devait être reproduit aux quatre coins du monde. S'ils ont pris des styles calligraphiques différents, les néons recréés successivement à Montréal, Ottawa, Paris et Shanghai au fil des ans ont fidèlement retranscrit le message. Une manière de faire mentir l'expression en arabe ?

PORTRAIT

Marie-Thérèse Arbid, l'amie prodigieuse de Dalida

Elle a marqué au fer rouge, 25 ans durant, un service culturel effiloché par les événements d'une nation vibrant au rythme de drames et d'accalmies. Sulfureuse respectée, hérétique admirée, la journaliste star a représenté une époque faite d'excès et d'exigence.

Karl RICHA

Dans une grande limousine blanche, deux femmes en tailleur pénètrent dans le quartier bouclé de Chiyah. Nous sommes en mars 1976 et depuis près d'un an, la guerre civile libanaise rompt un à un les fondements d'un pays déjà fragile.

Au bord du véhicule aux vitres teintées, Marie-Thérèse Arbid et Irène Mossalli, seules rescapées du service culturel atrophié de *L'Orient-Le Jour*, découvrent avec effroi une capitale ensanglantée et poussiéreuse, loin des opulentes soirées et concerts pailletés dans lesquels elles ont longtemps baigné. « C'était la période des premiers enlèvements. Les directeurs du journal voulaient amoindrir le risque de kidnapping en envoyant des femmes non alignées politiquement sur le terrain pour les besoins d'un reportage sur les résidents de Beyrouth-Ouest. C'était une première pour nous », explique Irène Mossalli.

Intrigués par l'imposant bolide – envoyé par une agence de taxis qui n'avait plus d'autre voiture à disposition ce jour-là –, les miliciens palestiniens s'approchent pour interroger rigideusement les trentenaire déphasées entre les décembres. « Nous venons de *L'Orient-Le Jour* messieurs ! Pour écrire sur vous ! » hurle alors Arbid face aux hommes armés, déstabilisés par l'accent français de cette envoyée un peu trop spéciale à l'heure où le pays se fragmente aussi culturellement.

Reléguées au second plan d'un quotidien s'efforçant de poursuivre ses activités, Arbid et Mossalli – qui assurent une permanence malgré la suppression temporaire de leur page – proposent d'effectuer des articles moins clinquants pour venir en aide à la rédaction dépassée.

Cheveux noirs et courts assortis à un regard sombre et trouble, Marie-Thérèse exprime dans ce papier qu'on lui confie la colère et la frustration d'habitants épuisés par l'intensité des hostilités. Habitée par la rage de voir elle aussi « sa vie d'avant » mise entre parenthèses, celle qui avoue jusqu'alors avoir ignoré le sort d'une nation martyre s'acclimat à un quotidien rythmé par les obus survolant son appartement à Hamra. « Elle a assez mal vécu le fait d'avoir mis de côté une routine faite de sorties et de rencontres fastueuses. Car c'était finalement tout ce qu'elle avait », livre Maria Chakhtoura, successeur de Arbid à la tête du service culturel de *L'OLJ*.

Figure respectée et admirée du go-



1979-09-07-Marie-Therese Arbid et Dalida. Photo d'archives L'OLJ

tha beyrouthin, journaliste acclamée pour une plume pugnace et crainte, lançant des talents et dénonçant inlassablement la « médiocrité », l'autrice aux faux airs de Barbara ressort moralement affectée par son passage express à Chiyah, antinomie de ses habituelles interviews au coin d'un feu. « Je ne supporte pas l'odeur de la boue. Ce n'est pas moi ! » plaide-t-elle à Marwan Hamadé, journaliste et actionnaire, qui lui propose d'autres sujets sensibles et qui, exaspéré, l'envoie finalement tartiner des sandwiches. « Mais qu'est-ce que cette foutue guerre est venue faire ici ? Je me retrouve dans la cuisine ! Moi, dans la grande MTA ! » crie-t-elle désabusée dans la pénombre de ce conflit qui la tuera intérieurement...

Attraction égypto-mondaine

Dans le Beyrouth désinhibé et frivole des glorieuses sixties, Marie-Thérèse Arbid détonne par un style raide et sévère entre les minijupes et carrés blonds d'une génération de jeunes privilégiées. Au *Jour*, où elle fait une entrée remarquée en 1966 pour remplacer André Bercoff, alors responsable du contenu culturel du journal, elle se distingue par un discours avant-gardiste qu'elle déclame

impulsivement. « C'était, dès le début de sa carrière, une ambitieuse, une personnalité difficile à cerner. Quelqu'un qui avait avant tout un attachement charnel à son travail », se remémore Issa Goraieb, éditorialiste et ancien rédacteur en chef emblématique de la publication.

Née au Caire en 1937, MTA délaissée à 29 ans le snobisme parisien qui l'ennuie pour son Liban d'origine en pleine ébullition. Au pays fantasmé de son père, elle croise les chroniqueurs et mondains qui font de Beyrouth un point de rencontre pour les intellos chics occidentaux et rebelles exilés, recherchés des dictatures arabes. Dans les bars et clubs branchés d'une capitale devenue un carrefour des vanités pour l'élite, elle brûle ses nuits, clope sur clope, verre après verre. « Elle adorait les hommes, les fantasmait, les draguait. Avec gourmandise et sans doute pas assez de retenue verbale », révèle May Makarem, son amie et collègue avec qui elle partage dîners et confidences.

Parallèlement à cette vie imbibée de vin rouge, Arbid mène avec frénésie un service culturel qu'elle veut avant tout conceptuel, presque inaccessible, avec des critiques sévères, des commentaires acides, le tout enrobé par

une écriture unanimement saluée par ses confrères. Puriste sur papier, elle pousse ses journalistes dans leurs retranchements souvent étriqués, et les met à l'épreuve. Si elle se montre difficile en interne, elle cultive, en dehors des quatre murs de l'institution, une amabilité servant son carnet d'adresses bien étoffé.

Sur le tarmac ou dans les salons d'honneur de l'aéroport de Beyrouth, MTA aborde aisément Amalia Rodriguez, Charles Aznavour et Johnny Hallyday, qu'elle tutoie et embrasse fougueusement avant de retracer à l'écrit leurs parcours candides sans jamais remettre en question un quelconque engagement ou une causerie embarrassante. « C'était l'amie des stars, tout le monde voulait être interviewé par elle », lance Irène Mossalli.

Âme sensible et hermétique, Marie-Thérèse Arbid ne se reconnaît pourtant qu'en une seule chanteuse dont elle partage les racines égyptiennes et le goût de l'auto-embrassement. Une certaine Iolanda Gigliotti qu'elle appelle « Dali-Dalida ».

Laissez-les danser...

Présentées l'une à l'autre par un ami commun à la fin des années 1960 lors

d'une des premières visites de la diva au pays du Cèdre, les deux éternelles amoureuses d'une Égypte idéalisée se lient rapidement d'amitié. « Dalida venait très souvent au Liban, même en temps de guerre ! Il n'y a pas une fois où Marie-Thérèse ne nous a pas accueillis dès notre descente d'avion ! Ma sœur et elle avaient tissé comme un lien, une relation basée sur une confiance mutuelle », relate Orlando, frère et producteur de la prima donna tourmentée.

Unies dans une douleur qu'elles ne peuvent afficher, les deux femmes évoquent à leurs cercles proches respectifs un désir de se sentir comprises. « Dali lui a sans doute évoqué ses tentatives de suicide, puisque Marie-T. me posait souvent des questions à ce sujet », ajoute Orlando.

Si, au virage de la décennie 1970, l'interprète tourne lentement le dos aux chansons à texte pour s'essayer au disco, Arbid, elle aussi, se risque à de nouvelles aventures. Télévisuelles désormais.

Poussée par Jean-Claude Boulos, « le monsieur variétés » du petit écran de l'époque, MTA fait ses débuts d'animatrice sur le canal 9 – chaîne libanaise entièrement francophone – le 17 juin 1971 avec *Télémagazine*, un programme hebdomadaire consacré à l'actualité artistique. Le sujet de cette première émission ? La fusion de *L'Orient* et du *Jour* avec, en plateau, Georges Naccache, fondateur du premier, et Jean Chouéri, directeur de la rédaction du second.

« Mon père et Marie-Thérèse s'appréciaient énormément. Elle reprenait ses blagues, il lui offrait du temps d'antenne », se souvient Jossyane Boulos, fille de Jean-Claude qui conseille à Arbid de « s'adoucir » devant la caméra assassine. Au final, MTA et ses expressions saillantes ne conservent leur émission que deux petites saisons à peine, jusqu'à fin 1973. Quelques mois avant l'enclenchement des violences et l'ouverture d'une nouvelle ère pour la grande dame d'1m54.

Mon amie la bouteille

Quand, le 13 avril 1975, l'incident de Ain el-Remmané ouvre un chapitre sanglant de l'histoire du Liban, Arbid, isolée, est en pleine rédaction de la nécrologie de Joséphine Baker, décédée la veille.

Enveloppée d'un nuage de fumée et de cendre, la cheffe de service disparaît dans un local étroit, refusant cette nouvelle réalité à coups d'insultes et d'épisodes colériques. « Elle pouvait faire des crises gigantesques ! On l'entendait crier jusqu'au toit de l'immeuble », témoigne May Makarem,

l'unique de ses journalistes qui « a su lui tenir tête ».

Mais entre ces emportements disproportionnés s'installent des séances d'aveux autour d'un mal-être profond « probablement lié à l'abandon d'un père très jeune », assume Maria Chakhtoura. Seule sans famille, MTA ne passe à la correction des articles de ses protégés qu'à partir de 14h « pour ainsi tenter de les retenir », selon sa successeur, et ne pas se retrouver face à son reflet vieillissant dans un appartement moderniste qui abritait autrefois les étoiles montantes de l'art et du music-hall.

« Elle adorait la moitié de la ville et en haïssait l'autre. C'était ainsi. Malgré son tempérament excessif et ses accès de colère homériques, on respectait son exigence radicale et le fait qu'elle pouvait déchirer nos papiers sans pitié ni remords quand ils ne lui plaisaient pas... Elle avait fait de son poste une monarchie », estime Fifi Abou Dib qui rejoint la rédaction en 1987, quelques mois après le décès de Dalida que MTA trahira jusqu'au bout comme un deuil personnel.

Exténuée par son auto-isolement progressif, l'ancienne luciole des nuits beyrouthines ne sort plus que rarement de son petit chez-soi qu'elle décore avec les cadeaux de ses vieux amis peintres et sculpteurs. Loin de l'atmosphère crispante d'un quotidien couvrant atrocités et accalmies, MTA, ses angosses et ses bâtons salés trempés dans du whisky, invite ses collaborateurs et amis à lui envoyer propositions et papiers à domicile. « À mon avis, elle s'est suicidée toute sa vie au sens où elle a eu en permanence des comportements toxiques qui l'ont menée à sa perte. Elle a aimé la vie passionnément. Sauf qu'elle est devenue étroite, ne la contenait plus », dit Fifi Abou Dib...

Alors que le pays qu'elle refuse de quitter se reconstruit au firmament de l'année 1990, Marie-Thérèse Arbid, 53 ans, poursuit ses timides activités de responsable culturelle à *L'OLJ* et se décide à ouvrir une galerie d'art dans le sous-sol de son immeuble suranné pour combler ses journées. Jusqu'à ce 27 janvier 1991 où elle meurt terrassée par une crise cardiaque dans sa cage d'escalier. Une mort prématurée qui alimente alors les rumeurs les plus folles dans ce royaume dont elle ne se voyait plus reine.

« Pour Marie-Thérèse, depuis le début de la guerre, le temps passait douloureusement, inexorablement, écrit son ami Marwan Hamadé au lendemain de sa disparition. Tous ses titres, tous ses papiers n'étaient depuis que des auto-épitaphes. »

FOCUS

Feyrouz et les Rahbani ne seront pas censurés

Quand Dame Anastasie pointait le bout de son nez, Marie-Thérèse Arbid dégainait sa prose assassine tout en ayant l'air de ne pas y toucher...

Maya GHANDOUR HERT

Dans le cadre d'une rubrique intitulée « La question du jour », sous un croquis qui représente sa frimousse mutine, Marie-Thérèse Arbid pose des questions généralement gênantes à des personnalités qui font l'actualité libanaise. En ce dimanche 29 octobre 1967, la journaliste au franc-parler légendaire, chef du service culturel – à partir de 1966 au *Jour* puis à *L'Orient-Le Jour* jusqu'à sa mort en 1990 – lance un débat quelque peu absurde. Mais c'est sa manière de procéder, de provoquer l'interviewé d'une manière ingénue, qui interpelle surtout le lecteur. Pour soulever la question de la censure qui menaçait sérieusement *Safarbarlek*, le film d'Henri Barakat avec Feyrouz en vedette, MTA choisit d'interroger les deux parties en conflit, un diplomate de l'ambassade de Turquie au Liban et Assi Rahbani.

L'entretien se présente ainsi :
M.-T. A. : M. le chargé d'affaires de Turquie, il paraît que votre ambas-

sade a demandé l'interdiction du film des frères Rahbani « *Safarbarlek* ». Pouvez-vous me dire pour quelle raison ?

Le diplomate : Le film n'est pas en cause, nous n'avons rien contre les frères Rahbani. Nous aimons tous Feyrouz... Mais les relations entre la Turquie et les pays arabes devenant de plus en plus tendues, il vaudrait peut-être mieux que certaines personnes ne puissent pas exploiter certains passages... Mais... ne dites rien.

Assi Rahbani, il semble que votre film ait suscité des réactions à l'ambassade de Turquie. Puis-je savoir à quel propos ?

A.R. : Oui, il paraît. De toute façon, l'affaire est entre les mains du ministère des Affaires étrangères. Il vaut mieux ne pas en parler, ne dites rien...

Et, chose promise, chose due, évidemment, je ne dirai rien...

Propos (confidentiellement) recueillis par Marie-Thérèse Arbid.

Confidences pour confidences, publiées finalement dans un quotidien à grand tirage... MTA finaude, à ne pas en douter. Mais qu'est-ce qui a provoqué la gêne des diplomates turcs ? Retour sur les faits à travers les archives de *L'Orient* et du *Jour*. *Safarbarlek* (expression turque qui signifie « exil ») est le premier long-métrage libanais du cinéaste égyptien Henri Barakat. Il est également la deuxième expérience cinématographique de Feyrouz – la première ayant été *Baya' el-kharwatem* (*Le Vendeur de bagues*) de Youssef Chahine.

L'action de *Safarbarlek* se déroule

en 1914. Feyrouz est une jeune villageoise qui, partie à travers la montagne libanaise à la recherche de son fiancé disparu, se trouve mêlée et bientôt participant activement au mouvement de révolte des patriotes contre le joug de la domination turque. Le film porte la signature des frères Rahbani pour l'histoire, le scénario, les dialogues et la musique. D'autre part, il marque les débuts à l'écran de Assi Rahbani, poète et musicien passé au rang d'acteur.

Barakat avait déclaré au *Jour* en avril 1967 : « Le travail effectué par les frères Rahbani sur le scénario original est réellement extraordinaire. Ils ont su merveilleusement restituer le climat tourmenté de fer et de sang des années d'occupation et concrétiser les troubles de toute une époque à travers la lutte pour la liberté menée par les citoyens d'un village montagnard. »

Quant à Feyrouz qui assure dans ce film la liaison entre les divers chefs du maquis libanais, « elle a dû traverser un tronçon de montagne sur une charrette cahotante », indique un article de *L'Orient* en avril 1967. À la guerre comme à la guerre... « Mais pour le repos de notre vedette guerrière, les Rahbani ont loué une maison à Douma », non loin du lieu de tournage, nous rassure-t-on par ailleurs. *Safarbarlek* allait donc comme sur des roulettes.

Mais voilà. Alors que le film était sur le point d'être diffusé sur les grands écrans au Liban et dans la région, l'ambassade de Turquie a tenté de faire pression pour le faire retirer de l'affiche.

« Les relations libano-turques se

sont brusquement tendues », lit-on en page 6 du *Jour* le 29 octobre 1967. L'ambassade de Turquie a estimé que le film était offensant pour le peuple turc et qu'on risquait, en « déterrants » les événements des dernières décennies, de ressusciter de vieilles haines, rapporte l'article. « Elle a donc demandé que certains passages soient omis. Les frères Rahbani ont accepté d'en supprimer quelques-uns, mais ont refusé d'effectuer d'autres coupes sombres. L'ambassade a alors demandé l'interdiction de la projection du film à Beyrouth, et les représentants diplomatiques turcs dans les diverses capitales arabes auraient l'intention de prier les autorités des pays où ils sont accrédités d'interdire également *Safarbarlek* », conclut le papier, non sans relever que les responsables libanais des Affaires étrangères examinent ce problème et tentent de trouver une solution qui donne satisfaction à tout le monde.

Ce fut chose faite apparemment, puisque l'ambassade, qui avait d'abord montré quelques réticences devant ce film qui stigmatisait le comportement de la Sublime Porte, n'a pas tardé à retirer sa plainte, « étant donné que l'actuel régime turc est lui-même issu de la révolte d'Atatürk contre la dictature ottomane », avait expliqué la mission diplomatique. À titre de compromis, les frères Rahbani ont ajouté à la préface du film une note soulignant que les relations actuelles entre les deux pays n'étaient nullement visées.

C'est ce que rapporte *L'Orient* du 1er novembre 1967, non sans souhaiter un excellent départ pour *Safarbarlek*.



Ihsan Sadek et Feyrouz dans « *Safarbarlek* » d'Henri Barakat. Photo d'archives L'OLJ

Tourné en couleur et Scope, ce film marquera une date dans l'histoire de notre jeune cinéma national. Dans un pays en pleine crise, il a vu s'ouvrir toutes grandes, devant lui, les portes d'une salle importante du quartier de Hamra (qui est, en principe, « tabou » pour les productions locales), en même temps qu'il est passé sur un écran de la place des Martyrs. Partout, il a fait un malheur », allant jusqu'à battre les records beyrouthins de *Sound of Music* lui-même.

Pour la petite histoire, notons qu'à

la fin des années soixante, les Français avaient tenté de faire pression sur les autorités libanaises pour empêcher la projection de *La Bataille d'Alger* de Gillo Pontecorvo, et les Grecs, du film Z de Costa Gavras. Le régime libanais au pouvoir avait tenu bon, entendant préserver la liberté d'expression qui demeure notre principale raison d'être. L'interdiction, en décembre 1971, de *L'Aveu* de Gavras remettaient en cause ce que les Libanais avaient la naïveté de prendre pour de l'autonomie.



L'Orient-Le Jour fête ses 100 ans avec le soutien de



Investment & Capital Bank

